

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich
POST CH AG

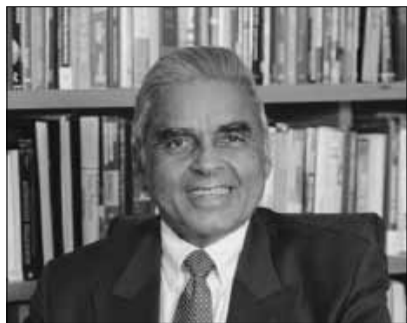
Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Où sont les artisans de la paix?

par Kishore Mahbubani,* Singapour



Kishore Mahbubani (photo mad)

L'Occident a été très prompt à condamner l'invasion de l'Ukraine comme contraire au droit international. Cependant, la réflexion sur la question quand cette guerre a réellement commencé prendra décidément plus de temps. Et encore une fois plus de temps semble-t-il coûter pour que l'Occident commence à réfléchir aux raisons pour lesquelles le «reste» du monde – qui représente tout de même la grande majorité de la population mondiale – observe la guerre d'un tout autre point de vue que «l'Occident». Kishore Mahbubani fait partie de ceux qui rappellent, depuis des années, que la mentalité de domination occidentale mène à une impasse et que la coopération des humains est une forme bien plus appropriée d'approche des problèmes qui nous défient sur le plan mondial. Au fur et à mesure que la politique occidentale ne réfute plus la transition vers un monde multipolaire (qui est en cours et ne se laissera pas arrêter) les pertes de vies humaines qui sont finalement dues à ce manque de réalisme se réduiront. Une politique occidentale par contre qui se considère encore comme supérieure, unique et indispensable – et qui se croit autorisée à tuer parce qu'elle, et elle seule, représente «les bons» – entraînera davantage de souffrances encore. Aujourd'hui déjà, le bilan des victimes se compte en millions.

Erika Vögeli

La loi d'airain de la géo-politique

L'invasion russe de l'Ukraine est illégale et doit être condamnée par la communauté internationale. Et elle a été condamnée. En tant qu'ancien ambassadeur auprès des Nations unies, je comprends et soutiens pleinement la nécessité de protéger les principes de la Charte des Nations unies. Pourtant, en géopolitique, nous devons toujours faire deux choses simultanément. Nous devons moraliser et nous devons analyser. Etant donné que la géopolitique est un jeu cruel et qu'elle suit la logique froide et impitoyable du pouvoir, nous devons être froids, dépourvu de passions et impitoyables dans notre analyse. La seule loi d'airain de la géopolitique est qu'elle punit ceux qui sont naïfs et ignorent sa logique froide.

Aurions-nous pu prédire cette guerre en Ukraine? Et aurions-nous pu l'empêcher? La réponse simple à ces deux questions est oui. En effet, de nombreux hommes d'Etat occidentaux de premier plan ont correctement prédit ce désastre en Ukraine.

Une politique méprisant les sérieux avertissements de leurs maître-penseurs

George Kennan est probablement le plus grand penseur stratégique que les Etats-Unis aient connu au XX^e siècle. Il a élaboré la célèbre stratégie de l'endiguement qui a finalement permis de vaincre l'Union soviétique. Il est décédé le 17 mars 2005.

«C'est peut-être la leçon la plus importante que le monde devrait tirer de l'épisode ukrainien. Les guerres sont tragiques, comme elles l'ont toujours été. La paix doit être préservée. Et le monde doit développer une classe d'hommes d'Etat respectés dans le monde entier, qui pourraient devenir des artisans de la paix.»

Le 21 février 2022, le célèbre correspondant du «New York Times», Tom Friedman, a longuement relaté ce que George Kennan lui avait dit en 1998. Interrogé sur l'impact de l'expansion de l'OTAN dans les anciennes zones de l'Union soviétique, il a déclaré, avec beaucoup de prescience: «Je pense que c'est le début d'une nouvelle guerre froide. Je pense que les Russes vont progressivement réagir de manière assez négative et cela affectera leurs stratégies. Je pense que c'est une erreur tragique. Rien ne le justifiait. Personne ne menaçait personne d'autre. Cette expansion ferait se retourner dans leurs tombes les pères fondateurs de ce pays.»

Pourquoi l'OTAN a-t-elle donc continué à s'étendre malgré les avertissements clairs de George Kennan? D'une certaine manière, la bonne réponse a également été approuvée par George Kennan. Le 1^{er} décembre 1997, le célèbre et légendaire rédacteur en chef du magazine *The National Interest*, Owen Harries, a écrit un article expliquant pourquoi l'expansion de l'OTAN n'était pas judicieuse, puis a donné les raisons pour lesquelles elle se produisait. Il citait plusieurs raisons, mais permettez-moi de ne citer que les deux premières: «la force du vote américano-polonais, ainsi que celui d'autres Américains d'origine d'Europe centrale et orientale» et «les énormes intérêts acquis – carrières, contrats, consultations, expertise accumulée – représentés par l'establishment de l'OTAN, qui avait maintenant besoin d'une nouvelle raison et d'un nouvel objectif pour justifier la poursuite de l'existence de l'organisation».

En bref, les intérêts politiques intérieurs à court terme consistant à gagner des électeurs et les intérêts économiques étroits l'emportaient sur la sagesse géopolitique. Immédiatement, après qu'Owen Harries ait publié cet article, George Kennan a immédiatement écrit une lettre approuvant tous les points soulevés par Owen Harries. Il a dit: «C'était à certains égards une surprise parce que certains de vos arguments majeurs étaient ceux que j'avais moi-même fait, ou que je voulais faire, mais je ne m'attendais pas à les voir si bien exprimés par la plume de quelqu'un d'autre.»

Le point heurtant dans le projet d'élargissement de l'OTAN est le fait que de nombreux penseurs américains de premier plan,

tant libéraux que conservateurs, s'y sont opposés, notamment Paul Nitze, James Schlesinger, Fred Ikle, John Mearsheimer, Jack Matlock, William Perry, Stephen Cohen, Bill Burns, Vladimir Pozner, Bob Gates, Robert McNamara, Bill Bradley, Gary Hart, Pat Buchanan, Jeffrey Sachs et Fiona Hill.

Kissinger: «La Russie réfute catégoriquement tout tentative de la dissocier de l'Ukraine!»

Le plus grand penseur stratégique vivant aux Etats-Unis aujourd'hui est Henry Kissinger. Il ne s'est pas opposé à l'élargissement de l'OTAN aux anciens Etats du Pacte de Varsovie d'Europe orientale. Mais il a vivement conseillé de ne pas admettre l'Ukraine dans l'OTAN. En bon étudiant d'histoire, Kissinger a souligné pourquoi l'Ukraine était perçue différemment par les Russes. Dans un article publié en 2014 dans le «Washington Post», voici ce que Kissinger a déclaré: «L'Occident doit comprendre que, pour la Russie, l'Ukraine ne pourra jamais être un simple pays étranger. L'histoire russe a commencé dans ce qu'on appelait *Rous de Kiev*. La religion russe s'est répandue à partir de là. L'Ukraine fait partie de la Russie depuis des siècles, et leurs histoires étaient entrelacées avant cela. Certaines des plus importantes batailles pour la liberté de la Russie, à commencer par la bataille de Poltava en 1709, ont été menées sur le sol ukrainien.»

En homme d'Etat avisé, M. Kissinger a proposé une solution de compromis raisonnable. D'une part, il a déclaré: «L'Ukraine devrait avoir le droit de choisir librement ses associations économiques et politiques, y compris avec l'Europe.» D'autre part, il a déclaré [en 2014]: «L'Ukraine ne devrait pas adhérer à l'OTAN, une position que j'ai adoptée il y a sept ans, lorsque la question s'est posée.»

La véritable tragédie de l'Ukraine est que si le Président américain de l'époque, Barack Obama (lauréat du prix Nobel de la paix), avait suivi les conseils d'Henry Kissinger, la guerre en Ukraine aurait pu être évitée. La formule de M. Kissinger soulignait que les Ukrainiens seraient libres de choisir leur propre système politique et leurs associations régionales. En effet, la forte résistance ukrai-

nienne à l'invasion russe n'était pas prévue. Cette forte résistance confirme leur vif désir de rejoindre l'Union européenne. Comme ils devraient être autorisés à le faire. Et, comme l'a conseillé M. Kissinger, l'Ukraine peut rester en dehors de l'OTAN et rester neutre. Par le passé, les Etats neutres ont été autorisés à rejoindre l'Union européenne. L'Ukraine pourrait suivre ce précédent. Une telle solution gagnant-gagnant aurait pu éviter une guerre. En effet, deux jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Président Volodymyr Zelensky (qui est apparu comme un véritable héros après l'invasion) a déclaré: «Nous n'avons pas peur de la Russie, nous n'avons pas peur d'engager des discussions avec la Russie, nous n'avons pas peur de discuter de quoi que ce soit, comme des garanties de sécurité pour notre Etat, nous n'avons pas peur de parler de statut neutre.» Si le statut de neutralité avait été accepté, la guerre aurait pu être évitée.

Indispensables: des décideurs politiques respectés du monde entier œuvrant ensemble pour la paix

Lorsque les futurs historiens se pencheront sur cet épisode ukrainien, ils se demanderont certainement pourquoi les avertissements clairs et explicites des principaux hommes d'Etat occidentaux, comme Kennan et Kissinger, ont été ignorés. Ils se demanderont également pourquoi notre monde ne compte pas aujourd'hui d'éminents pacificateurs qui auraient pu empêcher le conflit.

C'est peut-être la leçon la plus importante que le monde devrait tirer de l'épisode ukrainien. Les guerres sont tragiques, comme elles l'ont toujours été. La paix doit être préservée. Et le monde doit développer une classe d'hommes d'Etat respectés dans le monde entier, qui pourraient devenir des artisans de la paix.

Curieusement, nous avions autrefois de tels hommes d'Etat aussi respectés dans le monde entier, notamment des personnes comme Nelson Mandela, Kofi Annan et Desmond Tutu. Nombre d'entre eux étaient membres d'un conseil des «Anciens» tentant de fournir des conseils pondérés et sensés de temps à autre. Il est clair que nous semblons manquer d'hommes d'Etat aussi distingués aujourd'hui.

Et les risques continuent de croître. Récemment, l'ancien secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a déclaré à Taïwan que les Etats-Unis devaient «prendre immédiatement les mesures nécessaires et attendues depuis longtemps pour faire ce qui est juste et évident, c'est-à-dire offrir à la République de Chine (Taïwan) la reconnaissance diplomatique des Etats-Unis en tant que pays libre et souverain». Il ne faut pas être un génie de la géopolitique pour comprendre que sa cette recette conduirait à une guerre de Taïwan.

Puisque sa suggestion provocatrice pourrait conduire à une guerre, une guerre qui pourrait être encore plus destructrice que la guerre en Ukraine, on aurait pu s'attendre à ce qu'un chœur mondial de voix émerge et condamne la déclaration imprudente de Mike Pompeo.

Jusqu'à présent, je n'ai entendu aucune voix importante sur notre planète condamner sa déclaration. Et c'est là le nœud de notre problème mondial. Où sont les artisans de la paix dans le monde en ces temps actuels où l'urgence de leur présence se fait grandement ressentir?

Source: <https://ari.nus.edu.sg/app-essay-kishore-mahbubani-4>

(Traduction: Horizons et débats)

George F. Kennan:* «L'élargissement de l'OTAN serait l'erreur la plus fatale de la politique américaine de toute l'ère de l'après-guerre froide»

«A la fin de 1996, l'impression qui prévalait et se répandait était qu'une décision avait été prise d'une manière ou d'une autre, d'étendre l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie. Et cela, en dépit du fait qu'aucune décision officielle ne pouvait être prise avant le prochain sommet de l'alliance, en juin. [...]

Mais quelque chose de la plus haute importance est en jeu ici. Et il n'est peut-être pas trop tard pour faire valoir un point de vue qui, je crois, n'est pas seulement le mien, mais demeure partagé par un certain nombre d'autres personnes ayant une large expérience et, dans la plupart des cas, plus récente, des questions russes. Ce point de vue, dit sans ambages, est que l'élargissement de l'OTAN serait l'erreur la plus fatale de la poli-

tique américaine de toute l'ère de l'après-guerre froide.»

George F. Kennan. «A fateful Error». ds: «New York Times» du 5 février 1997

*George Frost Kennan (né le 16 février 1904 à Milwaukee, Wisconsin; † 17 mars 2005 à Princeton, New Jersey) est un historien et diplomate américain. Il fut le père spirituel du concept de «containment» des Etats-Unis contre l'Union soviétique à l'époque de la guerre froide. Entre 1926 et 1961, il a travaillé pour le Département d'Etat des Etats-Unis, entre autres à Moscou, Berlin, Prague, Lisbonne et Londres.

(Traduction Horizons et débats)

* Kishore Mahbubani, membre distingué de l'Asia Research Institute, NUS, est l'auteur du livre «L'Occident (s')est-il perdu?»

La neutralité suisse – projet primordial de paix

par Dr. phil. René Roca, Institut de recherche sur la démocratie directe (www.fidd.ch)

Une fois de plus, la neutralité suisse est soumise à une forte pression. La dernière fois, c'était au début des années 1990, après la fin de la «Guerre froide». Le politologue américain Francis Fukuyama avait alors proclamé la «fin de l'histoire». Il se référait à la philosophie de l'Histoire de Hegel, qui conduisit effectivement à une fin au sens d'une synthèse finale, où, selon Fukuyama, il n'y a plus de contradictions politiques mondiales, mais seulement la paix et la démocratie. En été 1989 Fukuyama a publié sa thèse pour la première fois et dès janvier 1991 celle-ci a été réfutée, lorsqu'une coalition de pays belliqueux menée par les Etats-Unis a initié la première guerre du Golfe. La Suisse a alors dérapé en matière de politique de neutralité, s'est finalement écartée de la neutralité intégrale et a participé aux sanctions économiques contre l'Irak. Depuis lors, la Suisse applique la neutralité différentielle, tandis que les Etats-Unis sont en guerre pratiquement en permanence. Aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, la neutralité suisse est de nouveau visée de la politique mondiale et risque d'être complètement vidée de son sens.

Définition, contenu et objectifs

Au fond, la neutralité signifie la non-participation d'un Etat à une guerre menée par d'autres Etats. La Suisse a pratiqué la neutralité depuis le début des temps modernes et a largement contribué à en définir le contenu. Rétrospectivement, l'histoire de la neutralité suisse est une histoire à succès pour le pays, pour l'Europe et au niveau mondial, même si des ruptures et des contradictions peuvent toujours être constatées. Au fil du temps, les citoyens suisses ont dû s'assurer de la valeur de la neutralité et ont ainsi réussi à garantir l'existence du pays et à tenir la guerre à distance. D'autres pays n'ont pas toujours eu que de la sympathie pour la neutralité suisse. Mais l'engagement humanitaire de la Suisse a souvent atténué ces critiques. Cet engagement s'est notamment manifesté par l'action du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ou des Bons offices suisses. L'objectif central que l'on peut déduire de l'histoire est la préservation de la paix intérieure et extérieure ainsi que le bien commun.

«Ne s'allier à aucune partie belligère» caractérise l'ancienne neutralité fédérale

Depuis 1291 la neutralité s'est développée progressivement au fur et à mesure de la croissance de la Confédération suisse. Par exemple, lorsque Bâle a rejoint la Confédération en 1501, le nouveau partenaire de l'alliance se voyait imposer la pratique de «Stillesitzen» (non-alliance), de ne s'allier à aucune partie belligère.

En 1515, la défaite à la bataille de Marignano fut l'expérience d'une politique extérieure cruciale qui provoqua un revirement fondamental. Cette guerre désastreuse conduisit à la consolidation de la structure fédérale de la Confédération et à l'annulation d'une politique d'expansion fédérale déterminée et pratiquée en commun. En 1674, ils conduisirent finalement à la première déclaration officielle de la diète fédérale affirmant son statut de neutralité.

Cependant, de nombreuses questions étaient restées en suspens, car le droit international public réel n'évoluait qu'à partir du 17^{ème} siècle, notamment par Hugo Grotius et Emer de Vattel, ce dernier représentant l'école de droit naturel de Suisse romande. Ainsi, la conclusion d'alliances défensives était toujours garantie aux Lieux-Etats tandis que la Confédération se trouvait impliquée dans de nombreuses alliances. Ce qui entraînait une discorde continue et avait comme effet une paralysie du développement pacifique à cause des intérêts de la politique de puissance. Le mercenariat, qui avait jadis fait la réputation de la Suisse, dévalorisa une politique étrangère basée sur la confiance. En dépit de tout cela, la neutralité déclarée et pratiquée de la Suisse se soldait par une approche continue de davantage d'unité, notamment après la reconnaissance de sa souveraineté. Cette évolution prospice s'accroissait lors du traité de Westphalie (1648). Ensuite la Confédération a bien réussi à se tenir à l'écart des guerres de religion, de conquête et de succession européennes du début des temps modernes. Face à la guerre de Trente Ans (1618-1648), la neutralité armée de la Confédération prit forme de manière plus concrète

encore avec le Défensional de Wil, le premier règlement de défense contraignant la Confédération tout entière (1647).

Reconnaissance internationale de la neutralité perpétuelle suisse

A partir de 1798, sous le régime helvétique initié de Napoléon I, la Suisse fut privée de sa neutralité jusqu'en 1815. Les conséquences étaient désastreuses: son territoire se transforma en champ de bataille, le pays vivait l'occupation et subissait maints passages militaires. Ce n'est qu'après la défaite de Napoléon que la Suisse redevint un état souverain. Au Congrès de Vienne (1814-1815), la délégation suisse, pourtant en discorde interne, obtint la reconnaissance officielle et garantie selon le droit international de sa neutralité perpétuelle et de l'intangibilité de son territoire. Les grandes puissances de l'époque, à savoir l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, ont garanti cette inviolabilité territoriale à la Suisse, sans laquelle le droit d'intervention aurait en principe pu en être déduit (2^{ème} Paix de Paris). Cette garantie internationale, toujours en vigueur, était due à la volonté des grandes puissances d'établir une sorte d'«équilibre» entre eux en Europe, mais elle était expressément voulue par la Suisse aussi et ne lui a pas été «gracieusement accordée», comme certains le prétendent avec ténacité.

En 1848, après la guerre du Sonderbund, la fondation de l'Etat fédéral a permis de consolider son statut de pays neutre, bien que les pères de la Constitution ne l'aient pas explicitement ancré dans l'article définissant les buts de la Constitution fédérale, mais seulement dans les articles réglant les compétences de l'Assemblée fédérale et du Conseil fédéral. La neutralité a ensuite été éminemment importante pour les décennies à venir, pesant de tout son poids pour cette jeune Suisse en quête de soi comme pays multiculturel et multilingue, et ceci face à la formation d'Etats-nations (notamment l'Italie et l'Allemagne). La neutralité suisse a ensuite été renforcée par l'interdiction imposée aux cantons de conclure des alliances avec des puissances étrangères et par l'interdiction aux citoyens suisses de servir des armées étrangères en tant que mercenaires (1859). A cette époque, la Suisse existait donc en seule république dans un «océan de monarchies européennes» et existait avec des risques face à son entourage. Sa conscience nationale croissante et sa volonté de défendre le pays contre des agressions extérieures ont cependant permis au pays de surmonter de nombreuses difficultés. Le fait que la Suisse ne se soit pas contentée de rester à l'écart et contempler passivement les conflits extérieurs, mais prenne des initiatives humanitaires décisives, a également favorisé cette évolution. En 1871, par exemple, la Suisse s'est engagée en faveur de l'évacuation de la population civile de Strasbourg assiégée ainsi que pour l'accueil de l'armée Bourbaki défaite, deux actions humanitaires d'envergure se situant en pleine guerre franco-allemande. En outre, c'est à cette époque que la Suisse a suggéré, avançant sur un nouveau terrain, la création de mandats de protection. Elle a développé également, de manière autonome, des procédures d'arbitrage pour le règlement pacifique de conflits internationaux. La fondation de la Croix-Rouge et la première Convention de Genève de 1864 ont posé les premiers fondements dont est issu l'engagement humanitaire durable de la Suisse qu'elle a pu exercer et étendre de manière crédible, précisément grâce à sa neutralité.

Finalement ce furent les Conventions de La Haye de 1907 qui ont établi l'ancrage de la neutralité sur le plan de la loi internationale. Pour en imaginer leur portée, il suffit de se rappeler les libellés des deux premiers articles déclarant que «le territoire des puissances neutres est inviolable» (art. 1) et qu'il est «interdit aux pays neutres de soutenir des pays en guerre avec des troupes ou de leur fournir des armes» (art. 2).

Outre la non-participation à des guerres, La Haye soumet les Etats neutres à l'interdiction d'alliance affirmant en même temps, à quelques exceptions près, leur droit de maintenir des relations économiques avec tous les belligérants. La Suisse a constamment réajusté sa politique de neutralité dans le tourbillon de l'histoire mon-

diale, il est vrai, mais elle a toujours su veiller à garantir la prévisibilité et la crédibilité de la neutralité par son armée permanente.

Les deux guerres mondiales comme «épreuves des réalités»

Dans l'ensemble, la Première Guerre mondiale a réconforté les forces intégratives émanant du principe de la neutralité assurant une meilleure cohésion interne, qui était pourtant précaire au début de la guerre. L'adhésion de la Suisse à la Société des Nations en 1920 a modifié la politique de neutralité de manière décisive: la Suisse a certes été libérée de la participation à des sanctions militaires, mais pas à des sanctions économiques. La neutralité se définit désormais en tant que «neutralité différentielle». Genève put se profiler comme siège de la Société des Nations et la Suisse, riche de ses propres expériences, s'engagea en particulier pour l'établissement de procédures d'arbitrage. Au cours des années 1930, la Société des Nations s'est retrouvée dans une situation difficile avec l'émergence de systèmes totalitaires. Le fait que les Puissances telles le Japon, l'Allemagne et de l'Italie quittèrent cette première communauté internationale ont finalement incité la Suisse à revenir à sa «neutralité intégrale», ce qui l'a libérée de ses obligations de sanctions économiques.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, à partir de 1940, la Suisse se retrouvait entourée de puissances totalitaires et menacée de manière décisive dans son existence. Les plans d'attaque des puissances de l'Axe existaient, la Suisse dépendait existentiellement des importations de biens vitaux, ce qui, selon le droit de la neutralité, exigeait impérativement des contreparties. En raison de la situation de guerre très difficile, la Suisse n'a pas toujours appliqué le droit de la neutralité à la lettre, elle n'a par exemple pas suffisamment contrôlé le trafic de transit entre l'Allemagne et l'Italie. Tolérer le siège de la centrale de renseignements américaine à Berne constituait également une violation de la neutralité. Quant aux belligérants, ils ont souvent agi en pleine mépris du respect des droits garantis aux pays neutres de sorte que, jusqu'à la fin de la guerre, la Suisse a subi de nombreuses atteintes, comme par exemple les violations réitérées de l'espace aérien suisse par les Alliés. La réalité de la guerre a clairement montré combien il est difficile, d'une part, de respecter les droits d'un pays neutre et, de l'autre, de mener une politique de neutralité perspicace. Ce qui n'a jamais été négligé, c'est l'engagement humanitaire et les Bons offices suisses. Cet engagement n'avait jamais été plus important: le CICR a employé, entre autres tâches, 4000 personnes pour l'encadrement de prisonniers de guerre et en faveur de la recherche de personnes disparues. Dans le cadre des Bons offices suisses, 1200 personnes ont géré 319 mandats individuels en faveur de 35 pays.

La guerre froide

Après la Seconde Guerre mondiale, l'image des pays neutres a connu une grave crise. Comme cela se répète aujourd'hui, certains considéraient le droit de la neutralité comme obsolète, car en temps de guerre il avait été affaibli par de nombreuses défaillances. Cette crise de la neutralité n'a toutefois pas duré longtemps, et nombreux sont ceux qui ont rapidement réestimé la valeur de la neutralité, notamment face aux systèmes de bloc caractérisant la Guerre froide. Dans la lutte entre l'Est et l'Ouest, les pays non-alignés se considéraient tous comme des Etats neutres. Le mouvement des pays non-alignés s'est engagé en faveur de la paix et du désarmement, ce qui a culminé en 1975 avec l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE, devenue l'OSCE en 1995), que la Suisse a influencée avec insistance. Cette conférence inter-blocs, à laquelle participaient 35 Etats, notamment les Etats-Unis, le Canada, l'Union soviétique et pratiquement tous les Etats européens, a confirmé vis-à-vis de la totalité des Etats participants «leur droit à la neutralité». Avec la CSCE, les Etats neutres et non alignés ont promu la politique de détente et ont joué avec succès un rôle de médiateur dans l'opposition Est-Ouest. Dans le cadre de cette évolution, il a finalement été possible d'amorcer la fin de la guerre froide.

Pour des raisons de politique de neutralité, la Suisse a longtemps gardé ses distances par

rapport aux Nations unies (ONU) et à la Communauté européenne. Elle a finalement adhéré au Conseil de l'Europe en 1963 et a mis le fondement de l'Association européenne de libre-échange (AELE), une alliance économique qui n'avait pas de caractère supranational. Dans le cadre de la devise de politique étrangère dénommée «Neutralité et solidarité», la Suisse a renforcé son engagement en faveur de ses Bons offices (notamment en faveur de Cuba et de l'Iran) et s'est établie comme garant capable d'initier et organiser d'importantes conférences de désarmement et de paix sur un terrain neutre.

Erosion après 1989

Comme mentionné au début, la Suisse est revenue à la neutralité différentielle après la fin de la Guerre froide et avec la première guerre du Golfe en 1991, proscrite par le Conseil de sécurité de l'ONU. Le pays a maintenu cette attitude, également face aux guerres qui ont suivi. Lors de la guerre de Bosnie, en 1995, la Suisse a accordé des droits de transit aux pays belligérants (IFOR/SFOR) envoyant des troupes de maintien de la paix, qui ont même été armées par la suite. La guerre d'agression de l'OTAN contre la Serbie en 1999, nouvelle enfreinte contre le droit international, n'a pas conduit la Suisse à mettre fin à ses sanctions non militaires à l'encontre de la Yougoslavie, refusant pourtant d'accorder des droits de transit à l'OTAN. Après la guerre, la Suisse a participé à la force de maintien de la paix KFOR. Lors de la guerre contre l'Irak en 2003, en enfreinte du droit international encore, la Suisse a poursuivi sa politique de neutralité différentielle, maintenant les sanctions économiques contre l'Irak, tout en apportant, comme dans tous les conflits, de l'aide humanitaire dans les régions en crise. En 2002, la Suisse a adhéré à l'ONU, tentant de préserver sa neutralité par une déclaration à part. Depuis 1996 déjà, la Suisse est intégrée dans le «Partenariat pour la paix de l'OTAN», avance qu'il faut pourtant considérer avec délicatesse du point de vue de la politique de neutralité, conduisant à une zone grise du point de vue du maintien des principes essentiels au droit des Etats neutres.

Revaloriser la neutralité

Pour empêcher cette érosion de la neutralité et lui redonner le poids qu'elle mérite, la Suisse doit revenir à la neutralité intégrale. La neutralité suisse a une dimension extrêmement importante, en temps de paix comme en temps de guerre, car, comme l'écrit l'historien suisse Wolfgang von Wartburg: «Il faut qu'il y ait, dans ce monde, un endroit qui soit exclusivement au service de la paix.» C'est la seule attitude convenable à la Suisse pour que le CICR et ses Bons offices reprennent de l'élan, pour déployer pleinement leurs effets, faute de quoi leur crédibilité sera réduite encore, au grand dam des populations civiles dans de nombreux conflits dans notre monde déchiré. Le droit de la neutralité engage certes exclusivement l'Etat et non pas l'économie. Mais pour que la neutralité redevienne politiquement crédible, l'économie doit s'y retrouver intégralement impliquée. Par exemple, la Suisse se doit d'appliquer l'interdiction générale d'exporter des armes. En 1972, il s'en est fallu de peu pour que le peuple suisse accepte une initiative populaire allant dans ce sens (avec 49,7 % d'acceptation, la majorité des cantons la refusant). La loi adoptée un an plus tard, qui limitait l'exportation de matériel de guerre, n'a cessé d'être affaiblie au cours des dernières décennies. Au moins, à partir du 1^{er} mai 2022, les critères pour les exportations d'armes seront désormais ancrés dans la loi et donc sorties de leur droit d'existence en simples arrêts nourissants les ordonnances fédérales sur le matériel de guerre. En outre, les lois contre le blanchiment d'argent et les fonds de potents démocratiquement illégitimes déposés en Suisse devraient être renforcées et appliquées de manière rigoureuse. L'économie suisse, en particulier l'économie d'exportation, devra agir le plus systématiquement possible en faveur du maintien et de la promotion de la paix. Ce n'est qu'ainsi qu'une neutralité intégrale resterait crédible et pourrait déployer ses bienfaits.

La population suisse soutient la neutralité à une large majorité, il en sera toujours ainsi si le pays adopte une politique de neu-

Les sanctions économiques suisses contre la Russie sapent la neutralité et l'Etat de droit

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Comme on le sait, le Conseil fédéral suisse a décidé le 28 février de reprendre toutes les sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie – non pas de son plein gré, selon les experts de la situation géopolitique, mais en tout cas avec plus de zèle que ne l'exigeaient Washington et Bruxelles, parce qu'il veut plaire aux turbos de l'UE et de l'OTAN à l'intérieur du pays.¹ Depuis, le Conseil fédéral ne cesse d'adapter ses décrets, en affirmant chaque fois que cela ne porte pas atteinte à la neutralité suisse (!).² Avant Pâques, le Conseil fédéral a adopté le cinquième paquet de sanctions, non sans s'exprimer de manière assez désinvolte sur la situation en général et sur la «responsabilité de la guerre» de la Russie en particulier.

Le gouvernement russe proteste, à juste titre, contre l'abandon de la neutralité par la Suisse et contre les déclarations ahistoriques et contraires à la neutralité de notre gouvernement (voir encadré). Heureusement, il y a aussi des personnalités suisses qui prennent le contre-pied et insistent sur le respect de la neutralité et de l'Etat de droit.

Mise en œuvre des sanctions contre la Russie: «Nous faisons partie des meilleurs au monde!»

«Nous ne sommes pas seulement sur la bonne voie, nous faisons partie des meilleurs au monde», s'est vanté le président de la Confédération Ignazio Cassis le 16 avril dans les médias publics suisses: «Nous avons quasiment sanctionné huit milliards de francs et nous avons confisqué douze bâtiments». Pour «traquer les avoirs russes», le Conseil fédéral travaille en étroite collaboration avec les task-forces de l'UE, des Etats-Unis et du G7, a déclaré Cassis, avant d'ajouter: «Cette démarche de la Suisse est compatible à 100% avec la neutralité du pays.» – On en a ras-le-bol!³

Notre souveraineté est donc bradée rapidement et sans opposition – en même temps, le droit fondamental de chaque être humain à la protection de sa personnalité finit à la poubelle: en effet, selon l'art. 16, al. 1 de la loi suisse sur les embargos de 2002 (sur laquelle s'appuie le Conseil fédéral), une «déclaration obligatoire» s'applique à tout un chacun: «Les personnes et les institutions qui détiennent ou gèrent des fonds ou qui ont connaissance de ressources économiques dont il y a lieu de penser qu'ils tombent sous le coup du blocage prévu à l'art. 15, al. 1, doivent en informer immédiatement le SECO». Espionner ses voisins? Selon le principe: tout Russe est suspect? Cela rappelle des temps sombres ...

Pour situer ce processus monstrueux, donnons la parole à un expert suisse, l'ancien président de la Banque nationale suisse et actuel vice-président du plus grand gestionnaire de fortune américain «Blackrock», Philipp Hildebrand, qui considère avec inquiétude la situation actuelle pour la Suisse, l'Europe et le monde, non seulement en tant que banquier, mais aussi en tant que citoyen suisse:

«La neutralité suisse – un projet ...»

suite de la page 3

neutralité proactive. Elle doit à nouveau mettre en place un travail conséquent et au-delà des soupçons, délibérément en faveur de la paix mondiale, et se montrer active vis-à-vis des pays sous l'emprise des conflits armés. Il ne s'agit pas d'une neutralité d'opinion, mais d'un renoncement fondamental à la politique de grande puissance. C'est ainsi que la Suisse peut préserver son impartialité en matière de politique étrangère et promouvoir au mieux la politique en direction de la paix universelle. Avec une telle éthique renouvelée inspirée du «Stillesitzen» et de la médiation active, la Suisse resterait un modèle pour d'autres pays qui, à l'instar de l'Autriche en 1955, aspirent eux aussi à ancrer la neutralité comme principe d'Etat. Cela constituerait également une issue réaliste pour l'Ukraine, susceptible de lui apporter la paix et le développement à sa région. Elle n'aura qu'à déclarer, honnêtement, sa neutralité, et à renoncer à la guerre et à la violence. •

La neutralité ne se mesure pas en paroles, mais en actes

Commentaire du 12 avril 2022 de Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, sur l'attitude de la direction d'Etat suisse concernant les événements en Ukraine

«Nous accusons réception des déclarations des dirigeants de la Confédération suisse par rapport aux événements en Ukraine qui ont soulevé une série de questions légitimes du côté de la Fédération russe.

Ainsi, le 7 avril 2022, le président de la Confédération suisse, chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), M. Ignazio Cassis a déclaré «la fin de l'ère où aucun pays souverain et démocratique du continent n'a été attaqué depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale» à l'occasion d'une interview au journal luxembourgeois *Le Quotidien*.

Nous rappelons au président de la Confédération suisse que l'érosion des fondements de l'Après-guerre et la destruction du système de droit international ont résulté des bombardements et des tirs de missiles de l'OTAN sur des villes yougoslaves pacifiques en 1999. Un tel oubli et cette interprétation arbitraire de faits historiques pour des raisons d'opportunité politique sont totalement inacceptables.

De plus, dans sa prise de position du 8 avril 2022, après d'autres crimes barbares commis par le régime ukrainien à Boutcha et Kramatorsk, le DFAE a ignoré nos

explications détaillées et imputé sans réserve toute la responsabilité à la partie russe.¹

Nous réfutons avec la plus grande fermeté de telles déclarations de la part de la Suisse. Nous sommes instamment Bernes, qui tente de se positionner en tant qu'«honnête courtier» neutre, de traiter les faits avec objectivité et loyauté.

Nous espérons que les dirigeants suisses ne considéreront pas les garanties d'invulnérabilité de la neutralité comme de belles paroles. Les mesures pratiques prises par Bernes montreront à quel point ses paroles sont sincères. C'est sur cette base que nous évaluerons la véritable 'qualité' du statut de neutralité de la Confédération suisse.»

¹ «Vu la poursuite de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et les signes évidents d'atrocités commises dans la localité de Boutcha, l'UE a adopté, le 8 avril 2022, de nouvelles sanctions contre la Russie ainsi que certaines mesures à l'encontre du Bélarus.»

Sources: «Ukraine: Reprise des nouvelles sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie et du Bélarus». Communiqué du Conseil fédéral suisse, 13/04/2022, (consulté à cette date) Russian Embassy Bern. @RusEmbSwiss. Russia government organization

«Ce qui me préoccupe, c'est l'arbitraire juridique avec lequel on a parfois procédé. Qui décide des comptes qui doivent être fermés, ce qui oblige les entreprises à fermer parce qu'elles n'ont plus accès aux banques et ne peuvent plus payer les salaires? Qui décide de qui est proche de Poutine? Je ne serais pas étonné qu'il y ait une grande inquiétude chez les clients des banques suisses, parce qu'ils ont compté pendant des années sur la constance, la sécurité juridique et le long terme de la Suisse. C'étaient les valeurs fondamentales de la place financière suisse.»⁴ D'ailleurs, les médias discutent déjà de la question de savoir si l'obligation de dénoncer devrait également s'appliquer aux avocats – ce serait le début de la fin du secret professionnel des avocats!

Etat de droit suisse: décidément plus parmi les meilleurs dans ce domaine

J'ai posé trois questions au Secrétariat général du Département fédéral de l'éco-

nomie, de la formation et de la recherche (DEFR) concernant la confiscation de biens et de maisons russes. Voici des extraits des réponses du porte-parole du DEFR, Michael Wüthrich.

Sur quelle base constitutionnelle les blocages de comptes bancaires et les saisies de bâtiments sont-ils effectués?

Michael W.: Le Conseil fédéral a [...] pris, le 28 février, la décision de principe de reprendre les sanctions de l'UE en rapport avec la situation en Ukraine. [...] L'ordonnance sur les mesures en rapport avec la situation en Ukraine a été édictée par le Conseil fédéral sur la base de la loi sur les embargos (LEmb) et sera adaptée à chaque fois que de nouvelles sanctions seront reprises.

Remarque: la «loi fédérale sur l'application de sanctions internationales» (loi sur les embargos) du 22.3.2002 permet à la Confédération d'édicter des mesures de coercition pour faire appliquer des sanctions de l'ONU, de l'OSCE ou des «principaux parte-

Examen public des convictions politiques pour le candidat à la présidence de l'Association zurichoise des Beaux-Arts?

mw. Philipp Hildebrand, ancien président de la Banque nationale suisse, actuellement candidat à la présidence de la Zürcher Kunstgesellschaft (association responsable du musée des Beaux-Arts zurichois) a été désigné à l'unanimité par le comité directeur auquel siège le maire de Zurich, M^{me} Corinne Mauch (PS).

Cette candidature a soulevé l'opposition publique du groupe «Interessengruppe Transparenz». Ce qui a provoqué la colère de ce groupe contestataire n'a pourtant rien à voir avec le profil d'activité future du candidat. Pour étayer le contenu de leurs protestations contre le candidat, les opposants mentionnent une interview accordée à l'hebdomadaire *Handelszeitung*. A la question de savoir comment il jugeait l'invasion de la Russie en Ukraine, il a affirmé: «La guerre en Ukraine est le résultat d'une évolution dévastatrice, dramatique et tragique. Elle s'est pourtant annoncée depuis des années, voire des décennies. C'est en 2008 déjà que la situation a commencé à évoluer dans la mauvaise direction.»

L'approche historique et objective qui se manifeste dans cette prise de position du candidat, ainsi que le fait que l'épouse de Hildebrand est d'origine russe (!) auront donc suffi à déclencher un tollé de la part des activistes du groupe d'intervention

publique: selon eux, l'élection de Hildebrand compromettrait la réputation de la ville de Zurich. De plus, «son opposition aux sanctions» contre la Russie le rapprocherait «aux sympathisants de Poutine». Ils ajoutent que «l'implication considérable de son épouse au groupe industriel Louis Dreyfus & Co (LCD) [...] soulève d'autres questions. [...] Avant son élection, continue le groupe, il serait donc «impératif de sommer Hildebrand à prendre clairement position au sujet d'éventuels sponsors de sa candidature, sur l'origine des fonds disponibles ainsi que sur sa position quant à la guerre de la Russie en Ukraine et les sanctions prises contre la Russie.» (mises en relief mw.)

Il faut espérer que les instances compétentes feront preuve d'autonomie face aux paroles incendiaires de ceux qui s'érigent en inquisiteurs face aux convictions d'un candidat et qui n'hésitent pas à faire entrave à l'intégrité personnelle de l'épouse du candidat. Que l'on se tienne aux droits fondamentaux garantis par la Constitution (la liberté d'expression et la protection de la personne) et que le candidat hautement qualifié soit élu.

Source: Herwig, Sarah. «Kontroverse ums Präsidium der Zürcher Kunstgesellschaft», SRF 2, Kultur und Gesellschaft, du 21 avril 2022.

naires commerciaux de la Suisse» qui «visent à faire respecter le droit international public, notamment le respect des droits de l'homme». (LEmb art. 1) Comme bases constitutionnelles, la LEmb cite quelques articles très larges, par exemple Cst. art. 54 al. 1: «Les affaires étrangères sont du ressort de la Confédération». On peut tout fonder sur cette disposition!

Du point de vue du droit international, les seules sanctions admissibles contre un Etat sont celles décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU – ce qui, dans les faits, n'arrive pratiquement jamais, car en règle générale, au moins une des cinq puissances de veto vote contre. Le fait que la Suisse ait légiféré pour imposer des sanctions aux «principaux partenaires commerciaux de la Suisse» (l'UE? les Etats-Unis? la Chine?) au moyen de mesures coercitives est également très discutable du point de vue du droit de la neutralité.

Comment confisquer un bâtiment?

Il faut distinguer le blocage des biens de la confiscation, les droits de propriété restent, selon la loi sur les embargos, dans le premier cas à la personne sanctionnée (état de droit). Les maisons, voitures et autres sont également bloquées, pour autant que ces personnes soient listées. Concrètement, ces biens ne sont pas confisqués. En revanche, leur commerce est interdit. Par exemple, une maison peut rester habitée par une personne sanctionnée, mais elle ne peut être ni vendue ni louée.

Remarque: la garantie de la propriété est l'un des droits fondamentaux les plus importants de l'Etat de droit (art. 26 de la Constitution fédérale). En laissant théoriquement ses droits de propriété au propriétaire sanctionné, l'Etat masque l'atteinte réelle à la garantie de la propriété. Si un propriétaire ne peut pas louer ou vendre sa maison, en quoi consistent ses droits de propriété?

De quels recours disposent les personnes et les entreprises sanctionnées?

Actuellement, 1091 personnes physiques et 80 entreprises et organisations figurent à l'annexe 8 du règlement relatif aux mesures liées à la situation en Ukraine – à l'instar de l'UE. [...]

Les personnes, entreprises et organisations sanctionnées par la Suisse peuvent déposer une demande dite de delisting auprès du Département de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) compétent. Le DEFR l'examine et rend une décision susceptible de recours. Un éventuel retrait de la liste devrait être décidé par l'ensemble du Conseil fédéral. L'Etat de droit est donc respecté.

Remarque: pour être radié de la liste, l'intéressé doit donc s'adresser au même département que celui qui est chargé de l'application des sanctions. Le DEFR, donc en fin de compte son chef, le conseiller fédéral Guy Parmelin, examine la demande et décide ensuite, avec les six autres conseillers fédéraux, si le nom du demandeur doit être retiré de la liste. Comme la décision d'inscrire une personne sur la liste a été prise à Bruxelles ou à Washington, le Conseil fédéral n'a probablement ni la volonté ni la capacité de juger de la légalité ou de l'illégalité de la sanction. «L'Etat de droit est donc respecté», répond le DEFR – mais non, pas du tout!

Contre-attaquer et s'en tenir aux valeurs suisses!

Face à ces événements dévastateurs en Suisse, il est urgent de trouver des voix discordantes. Il y en a aussi dans notre pays, par exemple, Guy Mettan, député au Grand Conseil du canton de Genève et ancien rédacteur en chef de la «Tribune de Genève», qui a été cité dans le dernier numéro de *Horizons et débats* avec ses déclarations marquantes sur l'abandon de notre neutralité par notre «propre équipe». Dans une conférence récente, il a appelé nous autres citoyens à résister: «La Suisse a abandonné en quelques jours et sans combat sa neutralité à laquelle elle tenait depuis deux siècles. Je ne reconnais plus mon pays! Il faut maintenant la résistance d'une petite minorité.»

Mais le banquier de Blackrock, Philipp Hildebrand, se révèle également être un bon Suisse et un citoyen du monde critique dans une récente interview accordée à la *Handelszeitung* (voir encadré). Face à l'UE, il conseille à la Suisse «d'agir avec perspicacité, de gagner du temps et d'attendre de voir comment les choses évoluent». Selon lui, ce n'est pas le moment de chercher la prochaine

L'expansion de l'OTAN a provoqué la crise en Ukraine

L'ancien ministre yougoslave des Affaires étrangères Zivadin Jovanovic demande le dialogue plutôt que l'escalade

L'expansion vers l'est de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui dure depuis des décennies, n'a pas seulement provoqué la crise en Ukraine, mais elle est également devenue une menace pour la paix et la coopération dans le monde entier, a déclaré l'expert serbe dans une interview à l'agence de presse «Xinhua».

Zivadin Jovanovic, ministre des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie entre 1998 et 2000, a déclaré qu'il pensait avoir assisté, au printemps 1999, au début de l'expansion de l'OTAN en Europe orientale. Cette expansion a désormais constitué une menace pour les frontières de la Russie, déclenchant le conflit actuel en Ukraine.

La poussée de l'OTAN vers l'Est a profondément nui à l'ensemble du continent européen, a noté M. Jovanovic, en «militarisant ses infrastructures, son économie et même son système éducatif». A l'échelle mondiale, elle a accru la probabilité de conflits locaux, régionaux et même plus importants, suivis par l'appauvrissement et la faim.

M. Jovanovic, qui préside actuellement le groupe de réflexion «Belgrade Forum for a World of Equals», a déclaré qu'au lieu d'alimenter davantage le conflit, l'Occident devrait s'engager dans un dialogue mondial de haut niveau en faveur de la paix et la sécurité, action primordiale pour surmonter la crise.

Est-ce une crise non provoquée?

Selon M. Jovanovic, la position communément admise en Occident, selon laquelle le conflit en Ukraine n'a pas été provoqué, est fautive. En effet, depuis l'agression de la Yougoslavie en 1999, l'OTAN a déployé des troupes dans les Balkans, ajouté 11 pays à ses membres et établi de nombreuses bases militaires en Europe.

«En mars 1999, l'OTAN a lancé une attaque illégale – une agression contre la Yougoslavie. L'objectif annoncé publiquement était de protéger les droits d'une minorité nationale en danger... Cependant, nous constatons que le résultat de tout cela a été le déploiement permanent de troupes de l'OTAN dans les Balkans... Ce sont des faits indéniables», a-t-il affirmé.

Depuis lors, l'OTAN s'est considérablement développée en intégrant un certain nombre de pays d'Europe de l'Est, ce qui a entraîné le déploiement de troupes de l'OTAN et l'établissement de bases militaires sur leur territoire.

«A l'époque [en 1999], l'OTAN comptait 19 membres, alors qu'elle en compte 30 aujourd'hui. Où se trouve le réservoir de nouveaux Etats membres? Il se trouve à l'est de l'Europe, ce qui signifie une proximité croissante avec les frontières de la Russie...

Lorsque ces bases ont été installées, l'OTAN a déclaré qu'elles avaient un but défensif... Or, il s'est avéré que ce sont des bases de missiles, pouvant accueillir des armes offensives.»

Les tensions se sont encore aggravées car, comme l'a souligné M. Jovanovic, les Etats-Unis se sont récemment retirés d'importants accords militaires internationaux.

«Les Etats-Unis, en tant que puissance clé de l'OTAN, se sont retirés de nombreux accords importants sur le contrôle des armes, les missiles à portée intermédiaire... La grande question est de savoir pourquoi ils l'ont fait et dans quel but», a-t-il demandé.

Selon M. Jovanovic, vu l'absence de réponses aux initiatives de Moscou visant à renouveler les traités de contrôle des armements et à arrêter la poussée de l'OTAN vers l'est, la Russie a été contrainte de lancer une opération militaire pour protéger ses intérêts.

D'énormes dommages ont été causés

Selon M. Jovanovic, la poussée de l'OTAN vers l'Est a mis en danger des accords vitaux qui ont assuré une longue période de paix après la Seconde Guerre mondiale.

«Au cours de son élargissement, l'OTAN a violé tous les accords existant et demeurant indiscutables. Lors de son attaque contre la Yougoslavie, elle a violé la Charte des Nations Unies et défié l'autorité du Conseil de sécurité de l'ONU... Les dommages causés sont certainement énormes. En raison de la stratégie d'élargissement de l'OTAN vers l'est, le monde est dans un état modifié. Le système mondial de sécurité, de paix et de coopération est en danger».

Selon Jovanovic, ce processus, qui dure depuis des décennies, a détruit les principales valeurs européennes et militarisé l'ensemble du continent.

«En raison de l'élargissement de l'OTAN à l'est, l'ensemble du continent européen s'est militarisé. Il n'y a jamais eu autant de bases militaires, d'armes et d'équipements militaires en Europe qu'aujourd'hui... L'Europe a militarisé son économie et son système éducatif.»

En outre, l'expansion de l'OTAN a «ébranlé l'ensemble de l'ordre international» et mis en danger la paix dans le monde entier.

«D'énormes dommages ont été infligés au système de sécurité collective et de coopération, sans compter combien cette expansion de l'OTAN a contribué au développement d'une course aux armements et à la destruction de tout un sous-système chargé de contrôler la non-prolifération des armes nucléaires. Cela a accru la possibilité de conflits, non seulement locaux et régionaux, mais aussi mondiaux... Il faudra

Oliver Stone: «Poutine a toujours agi dans le meilleur intérêt du peuple russe»

ef. A l'occasion de la présentation de son nouveau documentaire sur l'assassinat de John F. Kennedy au festival du film BCN de Barcelone, le célèbre réalisateur Oliver Stone s'est également exprimé auprès du journal espagnol «El País» à propos du Président russe Vladimir Poutine, qu'il avait rencontré il y a trois ans: «A notre dernière rencontre, l'homme que je connaissais n'avait rien à voir avec le fou irresponsable et meurtrier que les médias présentent maintenant, le comparant à Hitler et à Staline.» En réalité, il est un «bon fils de son pays, qui veut protéger son peuple. Le Poutine que j'ai connu était rationnel, calme, agissant toujours dans le meilleur intérêt du peuple russe, un vrai fils de la Russie, un patriote, ce qui ne signifie pas être un nationaliste.»

Stone a déclaré à «El País» que le plan des Etats-Unis visant à installer un gouvernement pro-occidental et antirusse en Ukraine, dans le but de faire de l'Ukraine un adversaire utile de la Russie, existait depuis longtemps déjà. Il est possible que le but ultime ait été de déstabiliser la Russie et de provoquer un

changement de régime «afin d'éliminer Poutine et de le remplacer par un autre Eltsine». Il a qualifié les Etats-Unis de «chiens de combat» («predatory dogs») qui ne s'arrêteront pas à la Russie visant ensuite la Chine. Il a regretté la manière dont la Russie était présentée comme «méchante» et les Etats-Unis comme «les bons». Et M. Stone de poursuivre: «La seule chose qui préoccupe les Etats-Unis est de continuer à vendre des armes extrêmement chères à des régimes avec lesquels ils collaborent, parce qu'ainsi leur économie ne cesse de croître.»

Aujourd'hui encore, son documentaire «The Putin Interviews» de 2017, ainsi que «Ukraine on Fire» (2016) sont vivement d'actualité ainsi que son documentaire sur les dessous des manifestations du Maïdan de 2013-2014, et le documentaire «Revealing Ukraine», en collaboration avec Igor Lopatonok, qui poursuit les recherches sur la crise ukrainienne persistante (sur YouTube).

Source: «El País» du 26 avril 2022; popnews247.com

beaucoup de sagesse, de temps et d'efforts pour réparer cela», a-t-il déclaré.

Maintenir la paix par le dialogue

Jovanovic insiste sur le fait que la crise ukrainienne ne pourra cesser que si l'expansion de l'OTAN vers l'est cesse également. La solution ne se trouve pas sur le champ de bataille mais dans un dialogue à haut niveau.

«Tout ce que les Occidentaux soutiennent est la poursuite du conflit par Kiev et le refus de tout accord avec la Russie. Ils souhaitent également la poursuite d'un armement toujours plus intensif et technologiquement avancé. De cette façon, ils jettent de l'huile sur le feu... Il ne peut y avoir aucune solution sur le champ de bataille.»

Commentant les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie, il a déclaré que celles-ci aggravent encore le conflit et que les sanctions étaient «intentionnellement dirigées contre les civils».

«Les sanctions sont illégitimes et inhumaines. Leur but actuel correspond à celui dans la guerre de Yougoslavie... A cause de cela, des enfants et des personnes atteintes de maladies chroniques difficiles sont morts dans toute la Yougoslavie, il y a eu des pénuries partout et beaucoup de gens

nécessiteux ont souffert... Les sanctions ne sont pas un moyen de résoudre les conflits. Elles ne sont pas un moyen de parvenir à la paix mais d'aggraver encore la situation», a déclaré Jovanovic.

Il a insisté sur le fait qu'au lieu d'alimenter davantage la destruction de l'Ukraine et de forcer l'expansion de l'OTAN, l'Occident devrait engager un dialogue de haut niveau avec les autres puissances mondiales afin de s'entendre sur la paix, la coopération et la sécurité collective. «Il faut du temps pour préparer des sommets ou des réunions de haut niveau, mais il est nécessaire d'en parler et de préparer des initiatives concrètes pour le dialogue, les négociations et la cessation du conflit.»

Selon lui, la paix s'approche en reconnaissant l'égalité des Etats en matière de sécurité, de paix et de coopération. «Tous les Occidentaux doivent œuvrer pour la paix: l'ère de l'expansion, des diktats et des ordres, ainsi que l'arrangement pyramidal des relations mondiales appartiennent au passé. Le monde aspire clairement à un ordre mondial multipolaire fondé sur le respect mutuel, le partenariat, la reconnaissance de la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats.»

Source: «Xinhua» du 25 avril 2022 (Traduction Horizons et débats)

«Les sanctions économiques suisses...» suite de la page 3

ronde de discussions avec Bruxelles. Concernant la neutralité: «La neutralité a en effet été

très rapidement sapée, et ce sans modification de la Constitution et sans base juridique claire». Hildebrand soulève la question de savoir ce que cela signifie pour la diplomatie «quand on pourrait et voudrait offrir de

bons services, mais qu'en même temps on n'est plus vraiment dans une situation de neutralité et qu'on n'est donc plus du tout sollicité». Selon Philipp Hildebrand, la Suisse est confrontée à un grand défi: «Si le monde

revient à une sorte de logique de guerre froide, il faut repenser et articuler à nouveau la stratégie de politique étrangère [...]».

Il faut souhaiter à nos représentants du peuple à Berne d'«agir avec sagesse» dans ce sens et de commencer par repenser leur positionnement en Europe et dans le monde, au lieu de manœuvrer notre pays dans une situation dont nous ne pourrions presque plus nous sortir.

Le droit régissant la neutralité suisse est incontournable!

mw. Le conseil fédéral interdit les survols d'avions militaires de l'OTAN transportant du matériel de guerre à destination de l'Ukraine.

En date du 11 mars 2022, conformément au droit de la neutralité¹, le Conseil fédéral a décidé que, dans le contexte du conflit ukrainien, «les survols suivants ne seront pas autorisés: les survols d'avions militaires des parties au conflit qui servent un but militaire; les survols d'avions militaires d'autres Etats dont le but est d'apporter un soutien militaire à l'une des parties au conflit, notamment par la livraison de matériel de guerre».

Conformément à cette réglementation claire et nette, le chef du DFAE, Ignazio Cassis a sollicité le Canada, état membre de l'OTAN, de retirer sa demande de survol du territoire suisse par un avion de transport chargé d'armes déposée fin mars – ce que le Canada a fait.

Dans son arrêt du 24 avril 2022, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) a interdit à l'Allemagne d'envoyer des munitions fabriquées en Suisse dans une zone de guerre, en se référant à la neutralité suisse et aux «critères de refus impératifs de la législation sur le matériel de guerre» (définis par l'Ordonnance sur le matériel de guerre du 25 février 1998).

Les pays de l'OTAN connaissent le droit de la neutralité suisse et sauront faire face aux refus de Berne. Ce qui doit nous faire réfléchir, nous autres Suisses, c'est la rapidité avec laquelle les décisions du Conseil fédéral ont suscité un tollé dans les médias mainstream suisses, eux-mêmes savamment poussés par «les grandes émotions». Encouragé par cette vague émotionnelle, le 25 avril 2022, Gerhard Pfister, président du Parti du centre, est allé jusqu'à tweeter que le Conseil fédéral aurait dû autori-

ser la livraison de munitions à l'Ukraine en recourant au droit d'urgence. De ces nébulosités, le «Berner Zeitung» ramène aux réalités quand il écrit:

«Le droit de la neutralité, inscrit dans la Convention de La Haye de 1907, interdit aux pays neutres de soutenir des pays en guerre avec des troupes ou de leur fournir des armes. Face à la guerre en Ukraine, on peut trouver cela juste ou faux. Mais c'est le droit international contraignant! On ne peut être plus clair!

¹Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre terrestre, conclue à La Haye le 18 octobre 1907.

²Communiqué de presse du Conseil fédéral du 11/03/2022; [soulignements mw.]

³Häfliger, Markus. «Kommentar zu Neutralität und Ukraine-Krieg. Waffenexporte nach Kiew sind falsch. Die Frage ist nur: Wie lange noch?» Dans: Berner Zeitung du 26/04/2022

¹ voir Wüthrich, Marianne. «Les sanctions en réaction à l'invasion l'Ukraine: Le Conseil fédéral, objet de fortes pressions à l'intérieur comme à l'extérieur. La politique de neutralité n'est pas un menu à la carte!» Dans: Horizons et débats du 15/03/2022

² Ordonnance du Conseil fédéral du 04/03/2022 instituant des mesures relatives à la situation en Ukraine

³ «Bundespräsident zur Ukraine. Cassis sieht Schweiz bei Sanktionspolitik «bei den Besten». SRF News du 16/04/2022.

⁴ Meier Diem, Markus. «Es ist sehr bedrohlich». Entretien avec l'ex-patron de la Banque nationale suisse Philipp Hildebrand. Dans: Handelszeitung du 14/04/2022

⁵ Wüthrich, Marianne. «La neutralité suisse et l'Etat de droit – deux conditions indispensables à l'action du CICR dans le monde». Dans: Horizons et débats du 19/04/2022

⁶ Meier Diem, Markus. «Es ist sehr bedrohlich». Entretien avec l'ex-patron de la Banque nationale suisse Philipp Hildebrand. Dans: Handelszeitung du 14/04/2022

L'attitude de reprocher des atrocités à l'ennemi appartient à la propagande de guerre – Elle ne sert pas la paix

par Karl-Jürgen Müller

Commençons par deux définitions tirées de Wikipedia:

«La guerre de l'information, (en anglais *infowar* ou *information warfare*), est un terme qui désigne l'emploi et la manipulation d'informations dans le but d'obtenir des avantages, par rapport aux concurrents et aux adversaires, dans le domaine de l'économie ou de la politique. Cela comprend également l'influence des médias par de fausses informations (*fake news*), des informations partielles ou de la propagande dans le but de manipuler les médias dans son propre intérêt.»

«La propagande d'atrocités dans un conflit armé est une forme de propagande politique qui tente de diffamer le camp adversaire en lui attribuant des méfaits ou des atrocités inventés ou qu'il n'a pas commis, ou en déformant délibérément des actions qu'il a entreprises afin de scandaliser l'adversaire. Elle est un moyen fréquent de guerre psychologique pour redoubler les efforts de ses propres forces armées et de la population ou pour influencer l'opinion publique mondiale.»

La propagande d'atrocités est une forme particulière de la guerre de l'information. Elle fait partie de la «cognitive warfare», de la «communication stratégique». La propagande d'atrocités existe depuis toujours et est inextricablement soudée à la guerre elle-même, comme c'est le cas avec la guerre de l'information, tout le monde le sait. Pourtant, la propagande d'horreur est pratiquée dans chaque guerre. Elle est possible parce que généralement, pendant une guerre, aucune vérification indépendante et objective n'est possible et parce que le terrain des émotions se prépare d'avance. La propagande d'atrocités se base généralement sur d'autres genres de la guerre mentale qui l'avancent, de sorte qu'une bonne dose d'insécurité et de peur (aboutissant à la haine) est déjà ancrée dans la conscience publique. C'est sur cette «ambiance» haineuse que la propagande d'atrocités se déroule, surenchère qui ne fait qu'inciter davantage les deux émotions sœurs que sont la peur et la haine.

Perfidie

La propagande de l'horreur n'aboutit pas à la paix. Au contraire, elle sert à l'escalade belliciste. Elle est d'autant plus perfide que des atrocités réelles surviennent en guerre. Dans de telles périodes, la perfidie est d'autant plus grande si de prétendus «experts» qui se veulent indépendants et objectifs, mais qui servent en réalité une des parties s'expriment en public.

Depuis le 24 février 2022, nous avons affaire à tout cela. Concrètement, le travail de longue haleine entamé dans nos Etats sur l'image ennemie de la Russie, notamment la diabolisation du président russe *Vladimir Poutine*, a préparé le terrain pour que l'on prenne les rapports sur les atrocités imputées aux forces armées russes en Ukraine pour véridiques – en dépit du fait que jusqu'à présent, rien de ce qu'ils affirment ait été étayé par des enquêtes indépendantes et objectives.

Les allégations d'atrocités prétendument commises par les forces armées russes sont devenues monnaie courante. Un exemple parmi tant d'autres l'illustre. Dans les colonnes du quotidien suisse «Tages-Anzeiger» on lisait, le 23 avril 2022, le commentaire incendiaire qui suit, basé sur de pures prétentions dénuées de toute preuve: «Il est incompréhensible que l'on réclame de la compréhension pour un dictateur qui *massacre la population civile en Ukraine et fait bombarder, de manière ciblée, des objets civils afin d'atteindre le nombre maximal de victimes et de réfugiés.*» (Soulignements km.)

Souçons

Il y a de bonnes raisons de soupçonner qu'avec ces rapports, on a affaire à l'endoctrinement mental. Pour se faire une idée et compléter ce que nous apprenons par le biais de «nos» médias et prises de position officielles, il suffit de consulter ce que communiquent les médias russes ainsi que les informations de sources officielles russes. Ce faisant – ces sources additionnelles sont accessibles en langue allemande et française aussi – on constate que les

Le Bundestag confirme que l'Allemagne se trouve en état de guerre

km. Même s'il est établi, au moins textuellement, que le Bundestag allemand approuve «le soutien du gouvernement fédéral à l'Ukraine attaquée tout en s'assurant que ni l'Allemagne ni l'OTAN ne deviennent partie à la guerre», les réalités démentent les réserves cachées dans la phrase subordonnée. Le 28 avril 2022, le Parlement fédéral allemand a adopté la motion contenant la phrase précitée par 586 voix contre 100 (7 abstentions), choix qui transforme de facto l'Allemagne (qui n'est pourtant militairement agressé par aucun adversaire) en partie belligérante. Malheureusement, seul un des partis et appartenant à l'opposition s'est expliqué clairement, déclarant que la motion est synonyme à la «déclaration allemande d'adhésion à une guerre».

C'était la veille que le SPD, la CDU/CSU, l'Alliance 90/Les Verts ainsi que le FDP avaient déposé en commun la motion au Bundestag. Sa

tonalité, son langage belliciste ainsi que sa manifeste perte de perception réaliste rappellent les périodes les plus sombres de l'histoire allemande. Le tout est avancé avec cette hypocrisie mensongère pleine de mots creux qui accompagne ce procès pernicieux. Aujourd'hui donc, un peu plus de 80 ans après le début de la guerre d'extermination allemande contre l'Union soviétique, des chars allemands se dirigent à nouveau contre des soldats russes. Quelle honte de se passer à ce point de sa propre histoire!

Quant à l'état d'âme qui semble actuellement régner au sein de la classe politique établie allemande, rien ne laisse percevoir qu'il existe des voix revendiquant le retour immédiat à la raison et à la modération. Cela fait craindre le pire. D'où viendra le revirement urgent? Une chose est garantie: ce n'est définitivement pas la manière d'agir pour rattraper la paix. Et c'est pourtant ce à quoi aspire la majorité des Allemands.

rapports sur les prétendues atrocités russes diffusées chez nous diffèrent considérablement avec les arguments avancés par le côté russe, de manière objective, factuelle et intelligible.

Une telle pratique ne peut pas aboutir à la certitude, mais elle permet au moins à nos professionnels de la communication – à condition que nous poursuivions sérieusement notre quête de ce qui est réel – de citer les répliques avec autant de sérieux et de détails que les allégations sur les prétendues atrocités de guerre. Ainsi, le public occidental qui ne dispose normalement pas du temps ni des possibilités de repérer les prises de position russes pourraient se faire une meilleure idée de la réalité.

Il est compréhensible que le gouvernement ukrainien, en tant que partie prenante à la guerre, ne veuille guère à ce que ses vues soient objectives. *Mais dans nos pays occidentaux, les dérivés d'un grand nombre de nos responsables politiques et professionnels de la communication publique face à ce sujet ne s'expliquent que si l'on part de l'idée que nos pays sont également partie prenante à la guerre.*

Les représentants d'institutions telles que l'OSCE ou la Cour pénale internationale (CPI) se donnent généralement l'image d'être indépendants et objectifs, ne répondant à personne et à rien sauf au droit. Ainsi leurs affirmations trouvent d'autant plus de poids que celles de n'importe qui. Cependant une question s'impose. Ces deux institutions sont-elles vraiment aussi indépendantes et objectives que cela? La CPI a entaché sa réputation depuis un certain temps déjà, car jusqu'à présent, elle n'a jamais enquêté de manière conséquente sur les crimes de guerre commis par des ressortissants des pays de l'OTAN. Pourquoi le procureur en chef (britannique) auprès de la CPI a-t-il immédiatement après que les rapports sur les prétendues atrocités commises à Boutcha a été diffusées dans le monde entier, avec des images horribles – comment le procureur de la CPI peut-il donc accuser la Russie aussi rapidement sans avoir ouvert d'enquête solide et surveillé sur place? Et pourquoi l'OSCE, sous sa présidence actuelle polonaise, s'intéresse-t-elle davantage aux accusations ukrainiennes contre la Russie qu'aux accusations russes contre l'Ukraine? La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères l'a expliqué, de manière crédible, dans son brie-

ving du 13 avril 2022, en détaillant l'exemple du bombardement de la gare de Kramatorsk.²

Qui en profite?

Même en regardant les rapports d'atrocités provoquant la nausée, une question est incontournable, celle du «Cui bono?» – A qui cela profite-t-il?

En d'autres termes: pourquoi et dans quel but les forces armées russes seraient-elles hantées au point de commettre des atrocités en Ukraine? En quoi cela pourrait-il leur «profiter»? Cette même question paraît tout autrement pertinente, si on la reformule: et à qui profitent réellement les rapports diffusés sur les prétendues atrocités russes?

Rappelons la définition de Wikipédia qui dit que la propagande du genre expliqué ci-dessus est «un moyen fréquent de guerre psychologique pour redoubler les efforts de ses propres forces armées et de la population ou pour influencer l'opinion publique mondiale.» (Soulignements km.) De telles intentions s'adaptent peu aux objectifs de la Russie, mais ont davantage de pertinence pour l'autre partie.

Même ceux qui accusent les forces armées russes d'avoir commis des atrocités sont conscients de ce problème et ont donc recours à des constructions auxiliaires. Dans une interview du «Tages-Anzeiger» de ce même 22 avril, l'historien allemand *Bernd Greiner*, interrogé sur «l'utilité» des massacres et des atrocités, s'exprime de la sorte: «Les crimes de guerre font partie d'une guerre psychologique. Ils poussent à l'extrême le but de toute guerre: semer les angoisses et les paniques. Il s'agit de menacer les vivants par le biais des morts.»

Or, il se trouve que toutes les déclarations russes sur les buts de l'action militaire en Ukraine vont entièrement dans le sens contraire: pour eux, l'Ukraine doit certes être «démilitarisée» et «dé-nazifiée» et les deux républiques autonomes de Donetsk et de Louhansk reconnues par la Russie, seront à protéger contre de nouvelles attaques ukrainiennes, mais il n'est jamais question de «semmer de l'angoisse et de la panique»³ parmi la population civile. Au contraire, la population civile doit être protégée – pour autant qu'il soit possible dans une guerre. Même si l'on considère

toutes les déclarations russes comme de la propagande, quelle logique y aura-t-il à expliquer que l'on fait tout pour protéger les civils tout en répandant «de l'angoisse et de la panique» et en «menaçant les vivants avec les morts»?

Pour les Russes, les Ukrainiens sont un «peuple frère», aussi slaves qu'eux. Pourquoi et dans quel but les forces armées russes chercheraient-elles à atteindre le «nombre maximal de victimes» parmi la population civile ukrainienne? En ce qui concerne la Russie, de tels buts manqueraient totalement de sens.

La guerre contre la Russie «jusqu'au dernier Ukrainien»?

Certaines voix, pas uniquement en Russie, affirment que le gouvernement américain et l'OTAN sont prêts à mener la guerre contre la Russie «jusqu'au dernier Ukrainien». Une propagande abominable à ce point correspondrait à une stratégie inhumaine. Malheureusement, d'autres mises en scène de ce genre, («opérations sous fausse bannière») sont prévues, se basant sur des prétendues atrocités encore plus grave.⁴

Cela correspond aux indices, de plus en plus préoccupants, selon lesquels des états-membres de l'OTAN sont déjà directement impliqués dans cette guerre, non seulement au travers de leurs livraisons d'armes, mais également par des interventions militaires sur place.⁵

Le «conseil de guerre» international que les Etats-Unis ont tenu le 26 avril sur leur base militaire de Ramstein en Allemagne va également dans le sens d'une nouvelle escalade et – en pratique – d'une participation directe de l'OTAN à la guerre.

La Russie s'opposera non seulement à une nouvelle propagande à fausse bannière basée sur d'autres atrocités russes présumées, mais également aux tentatives des Etats de l'OTAN de prolonger la guerre en Ukraine par des livraisons d'armes et d'autres moyens. Le 25 avril 2022, le ministre russe des Affaires étrangères a, une nouvelle fois, souligné la volonté de la Russie de parvenir à une solution négociée avec le gouvernement ukrainien. Il a toutefois également évoqué le fait que le risque de la Troisième guerre mondiale était réel si les pays de l'OTAN ne cessaient pas d'escalader et de prolonger activement la guerre. •

¹ voir *Horizons et débats*, éd. du 01/03/2022. Karl-Jürgen Müller. *Refuser le mensonge en politique*; <https://www.zeit-fragen.ch/F/archives/2022.->

² https://mid.ru/de/foreign_policy/news/1809211/

³ Il en était tout autrement des troupes américaines lors de leur guerre contre l'Irak en 2003, qui ont nommé ouvertement leur propre intervention «Shock and Awe» (angoisses et paniques).

⁴ Ainsi, depuis le 23/02/2022, les autorités russes n'ont cessé de rendre publiques des communications sur d'autres mises en scène planifiées, parmi elles, le Ministère de la Défense, le 24/04/2022. Il disposerait «d'informations sur la préparation de provocations par les Etats-Unis d'Amérique dans le but d'incriminer les forces armées russes d'utiliser des armes chimiques, biologiques et nucléaires tactiques».

⁵ cf. «Sind britische Sondereinheiten in der Ukraine aktiv?» Ds.: «Tages-Anzeiger» du 25/04/2022. L'article fait référence à des journaux britanniques qui rapportent ouvertement l'intervention de commandos spéciaux britanniques du SAS.

Lettre ouverte au chancelier allemand: la désescalade est urgente!

km. Les marches de Pâques allemandes n'ont pas été les seules à signaler à quel point de très nombreuses personnes s'inquiètent du fait que la guerre en Ukraine ne prenne pas fin et qu'au contraire elle s'étende notamment en raison des efforts massifs des pays de l'OTAN à la soutenir – en direction d'une grande guerre européenne, voire mondiale. D'autres voix éminentes se sont élevées de concert avec ces sérieux avertissements, notamment celles d'anciens généraux de haut rang de la Bundeswehr comme *Erich Vad* ou *Harald Kujat*.¹

Il n'est pas possible d'aborder ici la multitude d'initiatives similaires. On se bornera donc à citer quelques phrases clés tirées de la lettre ouverte adressée au chancelier allemand Olaf Scholz et publiée le 22 avril 2022 dans les colonnes du «Berliner Zeitung». Parmi les nombreux signataires se trouve *Hans-Christof von Sponeck*, auteur de différentes contributions publiées dans *Horizons et débats* et ancien secrétaire général adjoint des Nations unies.

«Ce qui nous unit, c'est que nous prononçons ensemble un sérieux avertissement contre l'extension incontrôlable de la guerre, extension aux conséquences imprévisibles pour le monde entier, et que nous nous engageons contre la prolongation de la guerre et l'effusion de sang, effets néfastes qui sont liées aux livraisons d'armes.

En livrant ces armes, l'Allemagne et d'autres pays de l'OTAN se sont de facto alliés en partie belligérante. C'est ainsi que l'Ukraine s'est transformée en champ de bataille du conflit entre l'OTAN et la Russie sur l'ordre sécuritaire en Europe, conflit qui s'aggrave perpétuellement depuis des années. [...]

La guerre comporte le risque réel d'une extension et d'une escalade militaire incontrôlable [...]. Monsieur le Chancelier, si des personnes comme vous, chargées de haute responsabilité, n'arrêtent pas cette évolution, elle conduira à une nouvelle grande guerre. A la différence près que cette fois-ci, il y aurait un

risque imminent de l'emploi d'armes nucléaires, de dévastations à grande échelle et de la fin de la civilisation humaine. La priorité absolue revient donc aux efforts d'arrêter le nombre croissant de victimes, de destructions et de nouvelles escalades dangereuses. [...]

Les livraisons d'armes et le soutien militaire de l'OTAN ne font que prolonger la guerre et éloigner toute solution diplomatique. [...]

Notre monde requiert le courage de se désister de la logique belliciste qui domine et de la remplacer par la logique de la paix. Il faut renouer avec l'architecture de la paix, aussi bien européenne que mondiale, incluant la Russie et la Chine. Notre pays ne doit pas rester en marge de ce processus, il doit y jouer son rôle actif.»

¹V. *Horizons et débats* du 26/04/2022 ainsi que l'interview détaillée d'Erich Vad. dans: *Zeitgeschehen im Fokus*, éd. du 24/04/2022 [en allemand] (https://zeitgeschehen-im-fokus.ch/ide/newspaper-ausgabe/nr-7-8-vom-24-april-2022.html#article_1351)

L'horloge de l'apocalypse indique 100 secondes avant minuit

Traité ABM et retrait des Etats-Unis – à l'ère de l'armement nucléaire une déclaration de guerre ouverte – la Russie réagit

par Tobias Salander

Le journal «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a récemment annoncé à quel point l'humanité frôlait une guerre nucléaire.¹ En 1947, le «Bulletin of the Atomic Scientists» avait développé aux Etats-Unis la Doomsday Clock, connue chez nous sous le nom d'horloge de la fin du monde, ou d'horloge de l'Apocalypse. Alors que cette horloge indiquait sept minutes avant minuit lorsqu'elle a été présentée pour la première fois en 1947, ses aiguilles étaient à deux minutes avant minuit pendant la crise de Cuba. Et aujourd'hui? Pour la troisième année consécutive, les aiguilles sont à 100 secondes avant minuit. La situation de mai 2022 ne sera toutefois enregistrée qu'au début de l'année prochaine.

A qui la faute? Le récit occidental a vite trouvé son coupable. Mais un regard sur l'histoire de l'évolution d'une éventuelle guerre nucléaire permet-il de maintenir ce récit comme le seul à pouvoir faire autorité? Dans tous les cas, il est essentiel de se questionner sur la logique de la guerre à l'ère des armes nucléaires, et d'espérer avec ferveur que des personnalités à l'approche rationnelle et experte seront capables de s'imposer face aux idéologues aveugles.

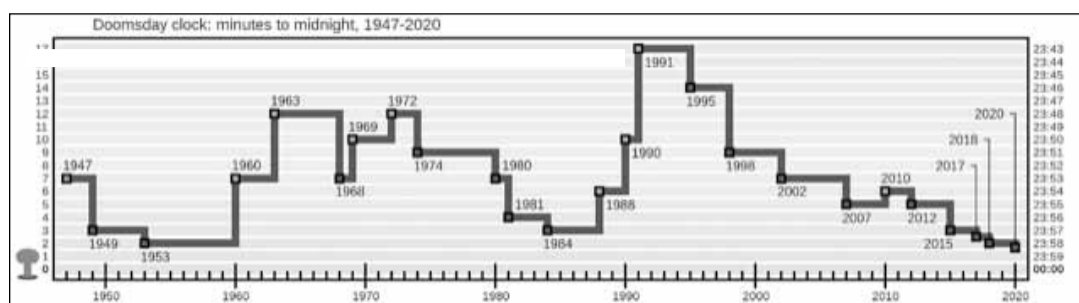
Il est aujourd'hui bien connu que les armes nucléaires tuent sans distinction et violent ainsi les Conventions de Genève. Parmi les spécialistes du droit international, la question de savoir si la possession et la fabrication d'armes nucléaires constituent déjà un crime contre l'humanité est controversée. Si le bon sens trouve rapidement une réponse à l'aspect théorique des choses, leur réalité concrète est beaucoup moins facile à appréhender. Et la réalité des armes nucléaires implique une logique toute particulière, à laquelle toute personne éprise de paix préfère se fermer, tant elle est effrayante. Mais la politique de l'autruche ne résout pas le problème.

Les Etats-Unis sont la seule puissance à avoir fait usage de l'arme nucléaire, et cela dans un pays dont la plupart des villes avaient déjà été détruites par des bombes incendiaires. Les bombardements américains ont ainsi fait plus de victimes civiles à Tokyo qu'à Hiroshima. Non seulement l'«Enola Gay» et sa cargaison meurtrière étaient accompagnés au-dessus d'Hiroshima par un avion bourré d'instruments scientifiques permettant de mesurer avec précision les événements mortels. Et le pilote n'a jamais exprimé de remords jusqu'à la fin de sa vie, mais le largage n'était même pas nécessaire sur le plan militaire: il s'agissait d'une démonstration de force, notamment vis-à-vis de l'Union soviétique. Cela a été démontré depuis des années avec la plus grande précision, notamment par Florian Coulmas et Paul H. Johnston.²

En 1949, l'horloge de l'apocalypse a ensuite été réglée sur minuit moins trois minutes, lorsque l'Union soviétique a effectué son premier test d'arme nucléaire. Et à minuit moins deux en 1953, lorsque les deux anciens alliés contre les nazis ont testé la bombe à hydrogène. Mais tout le monde n'était pas d'accord avec la position des aiguilles. Klaus Fuchs, par exemple, a révélé aux Soviétiques les plans de la bombe atomique américaine afin, selon lui, de rendre le monde plus sûr. Comment faut-il comprendre cela? Nous voici arrivés au cœur de la logique des armes nucléaires et du maintien de la paix à l'ère de ces armes, de l'«équilibre de la terreur». La crise de Cuba l'a démontré clairement: les deux parties ne pouvaient pas tolérer d'un côté des armes nucléaires américaines en Turquie, et de l'autre des armes nucléaires russes à Cuba, car le temps de réaction en cas d'attaque réelle ou supposée aurait été fatalement court. Heureusement, Khrouchchev et Kennedy se sont mis d'accord. Mais comme l'a dit le secrétaire américain à la défense de l'époque, Robert S. McNamara, dans son récit de vie «Fog of war», c'était vraiment de la pure chance, «it was luck, we just lucked out».

Traité ABM en 1972 – maintenir ouverte la «fenêtre de vulnérabilité»

Un téléphone rouge a alors été installé, car le développement de missiles intercontinentaux exigeait une communication rapide entre les deux commandants en chef.



Evolution temporelle sur l'horloge de la fin du monde de 1947 à 2020. Si la courbe arrivait tout en bas du graphique, il serait 00:00, minuit, c'est-à-dire la guerre nucléaire. (Graphique Wikipedia)

Arrivent les années 1970, avec une situation planétaire qui n'est en rien plus confortable. Et c'est dans ce contexte que les dirigeants des deux superpuissances se sont efforcés à conclure un accord, le traité ABM. Conclu le 26 mai 1972, l'«Anti-Ballistic-Missiles-Treaty», en français Traité de défense antimissile, suivait la logique de la guerre avec des armes nucléaires: les deux parties voulaient maintenir ouverte la «fenêtre de vulnérabilité». On a donc délibérément renoncé à pouvoir contrer avec des missiles spécialement installés à cet effet la contre-attaque attendue de l'adversaire après une première frappe nucléaire. Pourquoi une telle complexité? C'est très simple: si les deux parties étaient en mesure de se venger et d'anéantir également l'adversaire, les deux parties renonceraient à une première frappe. Car cela reviendrait à se suicider mutuellement. On s'est donc accordé mutuellement la «capacité de contre-attaque». Voilà; pour quiconque parlerait de folie, l'abréviation de cette logique d'armement nucléaire était bel et bien MAD, l'adjectif «fou», mais aussi l'acronyme de «Mutual Assured Destruction» (destruction mutuelle assurée). C'est sur cette base que reposait l'architecture de «sécurité» extrêmement bancal de la guerre froide. On parlait aussi d'«équilibre de la terreur».

Le traité interdisait non seulement la construction de systèmes de défense nationaux (c'est-à-dire protégeant le territoire de la Russie ou des Etats-Unis) contre les missiles balistiques, mais il comprenait également l'interdiction de déployer des composants de systèmes de défense antimissile en mer, dans des avions et dans l'espace.

Les signataires du traité étaient conscients que sans traité, chaque partie tenterait de développer de nouveaux missiles nucléaires capables de surmonter les défenses antimissiles, avec comme résultat une course à l'armement. Une guerre nucléaire nous ayant été épargnée, le traité ABM a été un grand succès. Et pourtant, nous avons frôlé l'anéantissement à plusieurs reprises: rappelons-nous l'exercice de l'OTAN «Able Archer» de 1983: lors de cette simulation réaliste de guerre nucléaire, l'Union soviétique avait préparé ses bombardiers en Pologne et en RDA et les avait équipés d'ogives nucléaires actives! Et peu de temps auparavant, l'action courageuse du lieutenant-colonel Stanislaw Petrow, en service au centre de défense antimissile de Serpoukhov près de Moscou, avait empêché, à l'occasion d'une fausse alerte, une riposte nucléaire soviétique à une attaque nucléaire américaine qui n'avait pas eu lieu. Comme l'avait dit Mc Namara: «It was luck, we just lucked out».

La «directive présidentielle 59» de Jimmy Carter: pouvoir gagner la guerre nucléaire

Mais revenons en 1980. Jimmy Carter, rendu célèbre par son mot percutant «Comment notre pétrole se retrouve-t-il sous le sable des Arabes», entre à la Maison Blanche. Et l'on se pose aujourd'hui la question suivante: ce cultivateur de cacahuètes du sud des Etats-Unis avait-il compris la logique des armes nucléaires? Ou jouait-il délibérément avec le feu? Toujours est-il que ce qu'il a fait ne peut pas être compris autrement que comme une déclaration de guerre ouverte contre l'Union soviétique. Ou alors comme une mesure de défense? Quelle était encore la logique des armes nucléaires? Selon la référence en ligne Wikipedia, politiquement neutre et sûrement pas hostile aux Etats-Unis, Carter aurait amorcé l'abandon de la doctrine MAD: «Le 25 juillet 1980, le président américain Jimmy Carter a parlé dans la Presidential Directive 59 d'une «stratégie de

compensation» (countervailing strategy). L'objectif des planificateurs américains était désormais de pouvoir gagner une guerre nucléaire. La cible déclarée des ogives nucléaires n'était pas la population soviétique, mais en premier lieu les centres de commandement, puis des objectifs militaires. On spéculait donc sur le fait que l'Union soviétique abandonnerait avant la destruction totale de l'URSS et des Etats-Unis.»³ Imaginez comment une déclaration soviétique identique aurait été accueillie aux Etats-Unis. Rappelons la logique des armes nucléaires: il faut des missiles et des ogives encore meilleurs, plus rapides, plus efficaces, pour pouvoir empêcher la première frappe, la frappe de décapitation. C'est donc exactement ce que MAD voulait empêcher. Et plus loin dans Wikipedia: «Le président américain Ronald Reagan a misé dans ce sens et a prévu, avec sa Strategic Defense Initiative (SDI), de remplacer l'équilibre de MAD par une nouvelle stratégie de supériorité américaine. La mise en place d'une défense antimissile globale devait permettre de protéger les Etats-Unis contre les attaques ou les contre-attaques de l'Union soviétique, tout en conservant leur propre capacité de première frappe.»

Cette ligne anti-soviétique agressive sous la présidence Reagan est notamment illustrée dans le documentaire de Dirk Pohlmann diffusé déjà en 2015 sur ARD, «Operation Täuschung – Die Methode Reagan.»⁴ (Opération tromperie – la méthode Reagan).

Sur le site Internet de l'ARD, strictement fidèle aux Etats-Unis, on peut étonnamment lire à ce sujet: «Avec l'arrivée au pouvoir de Reagan, la stratégie des Etats-Unis dans la guerre froide change fondamentalement: l'attaque remplace la défense. Son «Comité [secret] pour les opérations de tromperie», dont l'existence est confirmée pour la première fois dans ce documentaire par des témoins de l'époque, planifie des opérations de renseignement brillantes et perfides contre les Soviétiques, mais aussi contre la politique de détente du Premier ministre suédois Olof Palme. En arrivant au pouvoir en 1981, Ronald Reagan redéfinit la stratégie des Etats-Unis dans la guerre froide: il faut attaquer au lieu de défendre. Avec le réarmement, son «Comité pour les opérations de tromperie» est l'un des principaux instruments de la lutte contre l'Union soviétique. Des gazoducs sont sabotés à l'aide de puces informatiques et de chevaux de Troie, des manœuvres aériennes et maritimes sont effectuées devant la principale base soviétique à Mourmansk. Leur but: déstabiliser et humilier tout en faisant une démonstration de force et de supériorité technique.» Et comment une personne ainsi humiliée devait-elle réagir? Comme nous le savons aujourd'hui, l'Union soviétique n'allait plus exister longtemps. Trompé et économiquement au plus bas, notamment en raison des investissements dans l'armement pour repousser les Américains, le pays allait être vendu dans les années 1990 à des groupes occidentaux. Pour mettre fin à cette humiliation sans précédent, il faudra attendre l'arrivée d'un certain Poutine, une des raisons, selon des amis russes, pour lesquelles Poutine jouit encore aujourd'hui d'une telle popularité au sein du peuple russe.

Mais que dit encore le portail ARD sur les actions des Etats-Unis? «Ces actions mènent le monde au bord de la guerre nucléaire. Lorsque dans les années 1980, le Premier ministre social-démocrate suédois Olof Palme propose avec Willy Brandt et Egon Bahr sa stratégie de sécurité commune et ne veut plus mettre la Suède à disposition de l'OTAN comme «porte-avions insubmersible», il ne se fait pas seulement un ennemi

des élites conservatrices au pouvoir dans son propre pays. Très tôt, son approche est également une épine dans le pied de Reagan, car un assouplissement envers l'Union soviétique dans la course aux armements de la guerre froide serait contre-productif pour sa stratégie. Ainsi les pourparlers de rapprochement sont sabotés et Olof Palme discrédité. En février 1986, Palme est assassiné par un auteur inconnu. Le film montre l'importance de la guerre secrète menée par les Etats-Unis pendant la guerre froide en se référant à des témoins de haut niveau et à des images exclusives. Une fois de plus, il apparaît clairement que pour défendre leurs propres intérêts, les Etats-Unis n'hésitaient pas à s'en prendre à la souveraineté d'Etats démocratiques. Un sujet qui, compte tenu de la situation politique que nous vivons et des récents scandales liés aux services secrets, est remarquablement actuel.» C'était en 2015. Comme le ton vis-à-vis des Etats-Unis a changé depuis...!

George W. Bush dénonce le traité ABM – «en faveur de la paix»

Revenons donc à la chronologie de cette affaire: depuis Carter et Reagan, les Etats-Unis se sont donc efforcés de mettre en place un système de défense antimissile à l'échelle mondiale, qui devait également comprendre des composants spatiaux. Ce programme, particulièrement renforcé par le gouvernement de George W. Bush, aurait violé les accords du traité ABM. Les événements du 11 septembre ont été l'occasion idéale pour Bush de résilier unilatéralement le traité en décembre 2001. La résiliation est entrée en vigueur en juin 2002, après un délai de six mois.

Quelle était la justification de la résiliation? «Today, our security environment is profoundly different. [...] Russia is not an enemy, but in fact is increasingly allied with us on a growing number of critically important issues. [...] Today, the United States and Russia face new threats to their security. Principal among these threats are weapons of mass destruction and their delivery means wielded by terrorists and rogue states.»⁵ («Aujourd'hui, notre environnement de sécurité est profondément différent. [...] La Russie n'est pas un ennemi et s'allie de plus en plus avec nous sur un nombre croissant de questions d'importance critique. [...] Aujourd'hui, les Etats-Unis et la Russie font face à de nouvelles menaces pour leur sécurité. Parmi ces menaces, les armes de destruction massive et leurs vecteurs, utilisés par les terroristes et les États voyous, sont les plus importantes.»)

George W. Bush était passé maître dans l'art de la contre-vérité politique – et l'on se demande donc également, à la lecture de cette déclaration, comment les terroristes

Suite page 7

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Jean-Daniel Urben
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH640900000877484856
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

«L'horloge de l'apocalypse ...»

suite de la page 6

pourraient entrer en possession de missiles intercontinentaux. Où les installer? Et pour ce qu'il en est des «Etats voyous»?

En 2001, le magazine *Der Spiegel*, dont la ligne éditoriale est résolument transatlantique, s'en est expliqué ainsi: «Pour le bien de la paix, Washington doit passer outre le traité ABM, qui a été élaboré à une autre époque pour un autre ennemi», a déclaré Bush à l'académie militaire Citadel. Washington devait protéger l'Amérique et ses amis contre toutes les formes de terrorisme, y compris le terrorisme qui pourrait se manifester au travers d'un missile.»⁶

Le lecteur du *Spiegel* apprend tout de même que la classe politique de Washington n'était pas du tout d'accord sur cette question. Ainsi, le chef de la majorité démocrate au Sénat, *Tom Daschle*, aurait déclaré qu'il était contre le retrait de l'accord: «C'est une gifle pour de nombreuses personnes qui se sont engagées pendant des années, voire des décennies, pour le contrôle des armements».

Qui étaient donc les cercles à l'origine de cette gifle? Le *Spiegel* en révèle ceci: «A Washington, la décision en faveur de la défense antimissile est considérée comme une victoire des forces entourant le secrétaire à la Défense *Donald Rumsfeld* et son adjoint *Paul Wolfowitz* sur le secrétaire d'Etat plutôt modéré *Colin Powell*. Selon les milieux gouvernementaux, la conseillère à la sécurité de Bush, *Condoleezza Rice*, avait d'abord voulu servir de médiatrice entre les deux parties, mais avait soutenu ensuite la position de Rumsfeld.»

Souvenons-nous que Rumsfeld et Wolfowitz appartiennent au groupe des néoconservateurs, dont les représentants actuels comme *Robert Kagan* et *Viktoria Nuland* attisent le sentiment d'agressivité contre la Russie. Les néoconservateurs, comme l'affirment *Norman Podhoretz* et d'autres dans leur revue *Commentary*, ont toujours été contre l'Union soviétique et ensuite contre la Russie.

Et comment la Russie a-t-elle réagi à ce renouvellement non dissimulé de la déclaration de guerre de Jimmy Carter et Ronald Reagan? Le *Spiegel* se tortille, mais finit tout de même par formuler: «Ces derniers mois, le président russe *Vladimir Poutine* avait menacé à plusieurs reprises de recourir au réarmement nucléaire si les Etats-Unis dénonçaient unilatéralement le traité ABM. Dernièrement, les dirigeants russes avaient toutefois fait preuve d'une nette complaisance dans les discussions avec Washington sur un désarmement des arsenaux nucléaires des deux pays.» Le lecteur ne comprend toutefois pas ce qui justifie cette dernière phrase, surtout si l'on considère que le président américain *Trump* a ensuite résilié le traité INF en 2019.

Assemblée générale de l'ONU 1999: la dénonciation du traité ABM est une menace pour la paix mondiale

Si l'on veut mieux comprendre l'histoire, il faut consulter le plus grand nombre possible d'analyses et de points de vue. Il est donc

Ukraine: poursuivre la voie proposée des bâtisseurs de la Paix

réd. Dans notre édition du 26 avril 2022 (No. 9) une phrase importante a été reproduite incorrectement en faisant entrave à son sens. Elle s'est trouvée à la partie finale de l'article de Heinrich Wohlmeyer «Vers un suicide collectif de l'Europe?» (p. 5). Nous reproduisons donc la phrase correcte (en italique) dans son contexte:

Voulons-nous nous laisser entraîner dans ce danger [d'une catastrophe nucléaire, réd.] au lieu de prêter l'oreille et d'agir en faveur des voies de la paix qui sont présentées avec de plus en plus d'insistance? Je pense en particulier aux propositions faites avant le début de la guerre en Ukraine dans le cadre de l'Organisation internationale pour le progrès (International Progress Organization), dirigée par l'expérimenté professeur Hans Köchler.

important d'écouter également la partie russe. La parole soit donc donnée à un journaliste de *RT Deutsch* – un site web qui a été interdit dans l'UE. Une gifle pour tout historien! Dans ce contexte, *Leo Ensel* rappelle qu'au début de l'année 1999, *Bill Clinton* avait déjà fait adopter le «National Missile Defence Act», qui visait à mettre en place une défense antimissile nationale allégée, contournant ainsi l'accord ABM. Et que s'est-il passé? L'Assemblée générale des Nations unies a reconnu le caractère explosif de la situation et a adopté en décembre 1999 une résolution demandant aux Etats-Unis d'abandonner ces plans. Et qui a voté contre? Avec les Etats-Unis, seuls Israël, l'Albanie et la Micronésie ont dit non. La communauté internationale avait ainsi clairement fait savoir que l'abrogation ou le contournement du traité ABM constituait une menace mortelle pour la paix mondiale, car il rendait à nouveau possible la conduite d'une guerre nucléaire!

La réaction de la Russie s'est traduite dans le retrait de l'accord START II. START II interdisait les missiles intercontinentaux terrestres à têtes multiples, particulièrement adaptés pour surmonter les systèmes de défense antimissile. Tout ce qui avait été laborieusement mis en place depuis 1972 semblait ainsi perdu!

Leo Ensel commente ce processus en ces termes: «Il s'en est suivi une guerre des nerfs de près de vingt ans autour du système de défense antimissile américain *Aegis*, prétendument dirigé contre les missiles iraniens en vol, avec deux modules situés directement à la porte de la Russie, dans le cadre de laquelle les Etats-Unis ont toujours mis la Russie – comme la plupart des partenaires européens de l'OTAN – devant le fait accompli et ont délibérément ignoré les craintes de la Russie en matière de menace et toutes les propositions de compromis de Moscou. Entre-temps, les modules décisifs de *Devesulu* (Roumanie) et de *Stupsk-Redzikowo* (Pologne) sont opérationnels. Le système *Aegis*, purement défensif selon les données officielles occidentales, peut être transformé en système offensif – l'entreprise d'armement *Lockheed Martin* en fait la publicité sans gêne – uniquement en modifiant le logiciel; ses rampes de lancement *Mk 41 VLS* peuvent également actionner des missiles de croisière *Tomahawk*, c'est-à-dire des armes offensives. Bref, des modules de ce système, sur lequel les Etats-Unis travaillent depuis plus de deux décennies, auraient violé le traité INF il y a seulement un an et demi, alors qu'il existait encore!» Le traité INF, valable de 1987 à 2019, devait, en résumé, permettre d'éviter le champ de bataille nucléaire en Europe, notamment en RDA et en RFA. Wikipedia définit ainsi: «Le traité INF (en anglais – *Intermediate Range Nuclear Forces Treaty*) désigne un ensemble de traités et d'accords bilatéraux entre les Etats-Unis et l'URSS/Russie concernant la destruction de tous les missiles terrestres/à portée intermédiaire et courte (entre 500 et 5 500 kilomètres). Le traité a été signé le 8 décembre 1987 lors du sommet de Washington et est entré en vigueur après ratification le 1^{er} juin 1988 lors du sommet de Moscou. Il a été conclu pour une durée indéterminée, mais est abrogé depuis le 2 août 2019.»⁷

Les Etats-Unis sapent les traités sur le désarmement et rejettent les propositions de la Russie

Sergueï Lavrov: «Aujourd'hui, il reste peu de règles. Nous avons le New START – le traité de réduction des armes stratégiques nucléaires [entre les Etats-Unis et la Russie]. [...]

En même temps, les autres instruments de contrôle des armements et de non-prolifération ont été détruits. Le traité ABM, qui limite les systèmes de défense antimissile, et le traité FNI – le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire – n'existent plus. Les Etats-Unis ont rejeté notre proposition d'introduire un moratoire mutuel, même si nous avons proposé de convenir de mécanismes de vérification dans le cadre de cette proposition. La principale objection de l'Occident est qu'il n'a pas «confiance» dans le fait que le système *Iskander* à Kaliningrad ne violera pas les termes du traité FNI. Guidés par le principe de réciprocité, nous leur avons proposé de visiter Kaliningrad, tandis que nous visiterions les bases américaines de défense antimissile en Pologne et en Roumanie. Il s'agissait d'une proposition honnête, mais ils l'ont refusée. Le traité «Ciel ouvert» a également fait son temps. Il n'existe plus.

Sans le traité ABM et le traité INF, le monde se trouve à nouveau à un point que nous pensions avoir dépassé en 1972, à savoir le début d'une phase de réarmement nucléaire afin de conserver, selon la logique nucléaire, la capacité de seconde frappe. Et c'est ainsi que l'on peut mieux situer les déclarations de *Vladimir Poutine* lorsque, le 1^{er} mars 2018, à la fin de son discours annuel sur l'état de l'Union, il a annoncé au monde que la Russie disposait désormais de nouveaux systèmes d'armes, tels que des missiles hypersoniques non balistiques d'une vitesse pouvant atteindre Mach-20 et des missiles de croisière à propulsion nucléaire, contre lesquels les systèmes de défense occidentaux étaient impuissants. Un deuxième choc du *Spoutnik* pour l'Occident, comme le pense *Leo Ensel*?

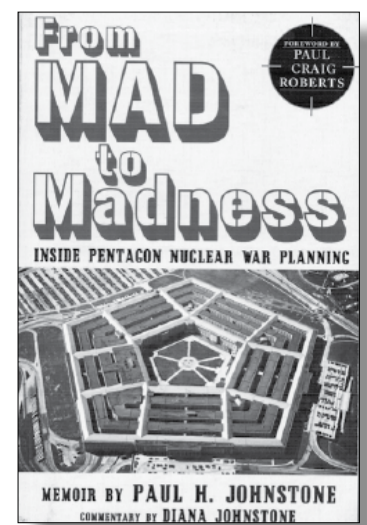
On peut tourner les choses comme on veut: nous vivons une phase de deuxième guerre froide qui peut à tout moment déboucher sur un enfer nucléaire. A la question de savoir quand la nouvelle course aux armements a commencé – il est indéniable qu'elle a commencé – les réponses de l'Est et de l'Ouest sont différentes: c'est *Poutine*, entend-on dans le récit occidental, tandis que *Poutine* est convaincu: «Avec la résiliation américaine du traité ABM!»⁸

Conseil de paix américain: appel au cessez-le-feu – critique de l'OTAN et des Etats-Unis

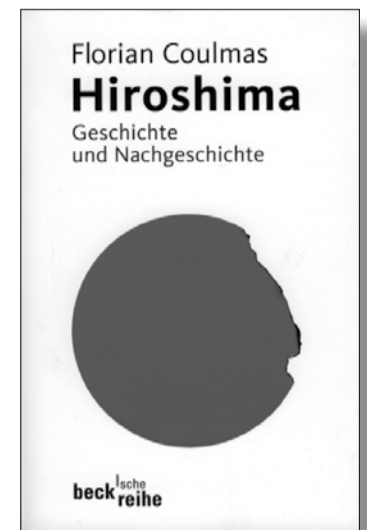
Ce tour d'horizon d'un monde épris de folie, celui des armes nucléaires et de leur logique innée, se termine par l'appel du Conseil de paix américain.⁹ Oui, cela existe aussi aux Etats-Unis – des voix réfléchies qui veulent préserver le monde d'une guerre nucléaire et connaissant leurs interlocuteurs au Département d'Etat qui, plus qu'au Pentagone, étaient leur planification depuis 1945 par l'utilisation d'armes nucléaires.

Ledit conseil de paix américain fait remarquer: «Si l'OTAN parvenait à s'étendre jusqu'à la frontière russo-ukrainienne, cela créerait un monde infernal et conduirait à une éventuelle guerre nucléaire. N'oublions pas que l'histoire ne s'arrêterait pas là et que la Biélorussie pourrait être la prochaine cible. C'est pourquoi le mouvement pour la paix doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour que l'Ukraine reste neutre et que les Etats-Unis/l'OTAN reconnaissent cette neutralité.» Evaluant les responsabilités, il dit: «Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN n'ont pas seulement provoqué cette tragédie, ils tentent de la prolonger en refusant d'entrer en négociation pour un cessez-le-feu. Certes, personne ne gagne dans une guerre, mais ce sont les Etats-Unis qui ont le plus gagné: la poursuite de l'unification de l'OTAN sous la domination américaine, la réduction de la concurrence économique russe sur le marché européen de l'énergie, la justification de l'augmentation du budget de guerre américain et la facilitation de la vente de matériel de guerre aux vassaux de l'OTAN. Une Europe qui reste divisée entre l'UE/le Royaume-Uni et la Russie ne profite à personne, sauf aux Etats-Unis impérialistes.» Pour ensuite revendiquer:

«1. un cessez-le-feu immédiat et l'envoi d'aide humanitaire en



ISBN 978-0-9972870-9-7



ISBN 978-3-406-58791-7

Ukraine, y compris dans les républiques autoproclamées indépendantes.

2. reconnaissance de la neutralité de l'Ukraine.

3. retrait des forces armées, des armes et des équipements étrangers – y compris les mercenaires – d'Ukraine.

4) Reprise des négociations sur une solution durable aux conflits internes en Ukraine, avec la participation de toutes les parties concernées.

Conseil de paix des Etats-Unis, 24 mars 2022»

Un appel auquel on ne peut qu'adhérer, même du point de vue européen, prochain champ de bataille nucléaire puisque la protection du traité ABM et du traité INF a disparu. Le conflit doit-il donc être effectivement résolu militairement, comme l'exige *Josep Borrell* – Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, déjà condamné une fois par la justice pour délit d'initié?¹⁰ S'installerait-il alors en Californie? Ou sur Mars, lorsque les premiers missiles nucléaires frapperont la Pologne et la République tchèque, comme l'a annoncé *Poutine*? C'est là que se trouvent les batteries de défense ou d'attaque antimissile des Etats-Unis. Et les sites de bombes nucléaires des Etats-Unis en Allemagne, dans le sud de l'Italie etc. seraient-elles également des cibles pour les missiles nucléaires russes. Où viseraient-ils les missiles nucléaires américains? Vers l'est de l'Ukraine? Ou vers la Russie?

Politiciens, faites les militaires vous dire ce que signifie une guerre nucléaire. Il paraît que des cercles importants au Pentagone s'opposent aux plans des blanc-becs militaires néoconservateurs et des bellicistes. Vivement que les militaires réfléchis s'y imposent face à des politiciens qui suivent le flot.

¹ <https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/menschen/die-weltuntergangsuhr-und-putins-angriff-17834025.html>

² Coulmas, Florian. *Hiroshima*. ISBN 978-3-406-58791-7, Munich 2010; Johnston, Paul H.; Johnston, Diana. *From Mad to Madness: Inside Pentagon Nuclear War Planning*. Atlanta 2017. ISBN 978-0-9972870-9-7.

³ https://de.wikipedia.org/wiki/Gleichgewicht_des_Schreckens#Abkehr_von_der_MAD-Doktrin

⁴ <https://programm.ard.de/?sendung=2872414477346630>

⁵ Announcement of Withdrawal from the Abm Treaty. – Communiqué de presse de la Maison Blanche du 13/12/2001; <https://georgewbushwhitehouse.archives.gov/news/releases/2001/12/20011213-2.html>

⁶ <https://www.spiegel.de/politik/ausland/raketenabwehr-usa-kuendigen-abm-vertrag-a-172585.html>

⁷ <https://de.wikipedia.org/wiki/INF-Vertrag>

⁸ <https://de.rt.com/opinion/leo-ensel/128380-startschuss-zum-wettrusten-usa-kuendigen-abm-vertrag/>

⁹ <https://uspeacecouncil.org/u-s-peace-council-statement-on-russias-military-intervention-in-ukraine/>

¹⁰ https://de.wikipedia.org/wiki/Josep_Borrell

Source: Interview avec le Ministre des Affaires étrangères, *Sergueï Lavrov* dans l'émission débat *The Great Game* sur Canal 1, Moscou, du 25 avril 2022

«La nuit, les rats dorment quand même!»

par Peter Küpfer

Notre actualité nous invite à la relecture de Wolfgang Borchert. Lorsque j'étais étudiant, l'œuvre de cet écrivain malheureusement décédé trop tôt était incontournable. Sa prose des toutes premières années de l'Allemagne anéantie, sobre et rauque, marquée par ses traumatismes, nous a transmis un avertissement sérieux et profondément humain. Nous devons le prendre au sérieux.

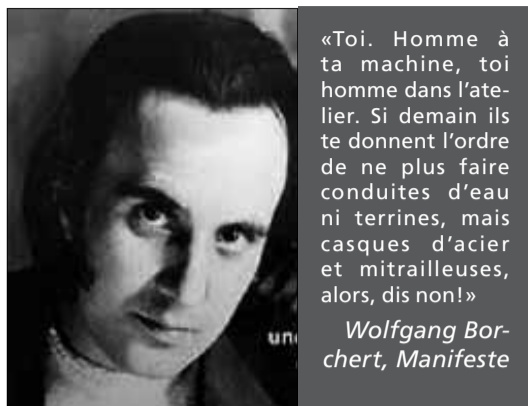
Il ne lui restait pourtant pas beaucoup de temps. Né en 1921, Wolfgang Borchert avait douze ans lorsque Hitler a pris le pouvoir en Allemagne et l'a conservé, notamment par le biais des écoles qui ont été immédiatement nazifiées. En 1939, au début de la guerre préparée à l'époque déjà par la propagande du mensonge (cette fois-ci, il s'agissait d'une prétendue «attaque polonaise» contre l'Allemagne, totalement mise en scène et diffusée fidèlement par les actualités cinématographiques), il avait 18 ans. A l'apprentissage de libraire (interrompu) suivirent les premiers essais d'acteur. Après la frénésie allemande suscitée par ces premières victoires, notamment la défaite de l'ennemi juré, la France, vint Stalingrad. Par la suite, cette «guerre totale» provoquée par le discours incendiaire de Goebbels au Palais des Sports et «sanctionnée» des milliers de cris sortant des gorges NSDAP bien endoctrinées aboutit à la mobilisation des dernières réserves civiles. Le jeune écrivain est enrôlé parmi d'autres jeunes compagnons d'infortune et envoyé dans les unités des grenadiers de char sur le front russe, malgré ses restrictions de santé. Les lettres critiques qu'il écrivait à sa mère depuis le front ont été interceptées et ont servi de prétexte aux autorités Gestapo pour arrêter celui dont les idées pacifistes étaient considérées comme aptes à «saper la Wehrmacht».

Course contre la mort

A cette époque, la grave maladie à laquelle Wolfgang Borchert succombera finalement en 1947 était déjà annoncée. Néanmoins, le jeune écrivain, admirateur de Rilke, a échappé à la peine de mort prononcée par le tribunal militaire uniquement grâce à des «circonstances atténuantes». Ces dernières n'ont toutefois pas été si clémentes: il est reparti sur le front russe en «probation au front». C'est là que son état de santé défaillant prouve aux irrédutibles que ce jeune homme n'était pas fait pour sauver une guerre perdue.

La veille de sa libération de la Wehrmacht, un «camarade» le dénonce pour ses plaisanteries osées sur le militarisme. Nouvelle incarcération, nouvelles procédures, cette fois à Berlin-Moabit. Entre-temps, les fronts alliés se rapprochent de la capitale. Lorsque l'Armée rouge occupe une partie de Berlin au printemps 1945, le détenu parvient à s'échapper. Suivant les chars alliés qui avancent vers le nord-ouest, le soldat malade parcourt à pied la distance qui le sépare de Hambourg, sa ville natale. A bout d'âme et de force, il arrive donc dans la ville bombardée, transformée en désert de tas de décombres, «un homme marqué par la mort mais accueilli avec gratitude, comme lui ayant échappé», c'est en ces termes que son ami et mentor, Bernhard Meyer-Marwitz caractérise ce retour in extrémis (postface de l'œuvre complète de Borchert, parue en 1949 chez Rowohlt).

La course effrénée à la survie se poursuit dans d'autres circonstances. Cette fois-ci, l'écrivain en devenir est confronté aux circonstances de l'Allemagne en ruine, suffisamment difficiles elles aussi, et à cet ennemi redoutable et de plus en plus présent en lui qu'est sa maladie. Malgré les circonstances défavorables de l'année zéro (il avait heureusement de bons amis énergiques), le jeune écrivain rassemble toutes ses forces pour écrire. Son seul et permanent sujet est la guerre, souvent dans ses effets sur les forces psychiques, mais également sur ce qui a poussé les hommes à la «faire» et à la servir. Ses poèmes tranchants et son langage fragmentaire n'avaient qu'un seul but: documenter la destruction de l'Allemagne, aussi bien intérieure qu'extérieure. Rappelant en partie le style de l'expressionnisme littéraire qui avait tenté de faire face à la grande catastrophe de la Première Guerre mondiale, son écriture se confond souvent à un seul et même cri. Là, un rapatrié ne se contente pas de décrire ce qu'il avait vu et subi, il est lui-



Wolfgang Borchert, 1921-1947. (photo mad)

même cette souffrance qu'il documente. Beaucoup la portaient en eux, en étaient marqués, consciemment ou inconsciemment, «volontairement» ou non – un traumatisme collectif.

Dehors devant la porte

Avant les journaux et les livres, c'est la radio qui se met à reprendre fonction. Le Hörspiel, (le théâtre radiophonique) a donc connu un succès inattendu. C'est ainsi que la pièce «Draussen vor der Tür»¹ (Dehors devant la porte), est rédigée en huit jours seulement, dans un sursaut d'énergie, portant le sous-titre significatif «Une pièce qu'aucun théâtre ne voudra mettre en scène et qu'aucun public ne voudra voir», a d'abord été diffusé à la radio comme radio-théâtre. La Nordwestdeutscher Rundfunk produit la première pièce dans son studio de Hambourg et la diffuse le 13 février 1947. Elle a laissé un impact d'une force insoupçonnée et a été rediffusée plusieurs fois. Elle suscite à la fois le rejet (nihilisme!) et l'approbation enthousiaste, notamment dans les milieux des rescapés de l'armée dans lesquels on compte de nombreux sous-officiers (c'est exactement ainsi que cela se passait! C'est précisément ce que nous vivons!). Pour eux, Borchert était la personne qui avait enfin trouvé un langage pour exprimer la détresse extérieure et spirituelle qui était la leur et celle des autres, aussi bien pour ceux qui sont restés que pour ceux qui sont rentrés des champs de bataille ou des camps d'internement et pour lesquels il n'y avait souvent pas de place. «Nous qui nous promenons encore dans des tenues militaires teintes, qui portons des lunettes à masque à gaz, qui déblayons les décombres et allons danser [...], nous, au chevet de nos camarades morts dont les yeux éteints nous tourmentent, nous qui sommes encombrants pour tout le monde et ainsi à l'écart, pour une fois nous avons entendu notre propre voix que quelqu'un nous a fait entendre», c'est en ces termes qu'un sous-officier allemand s'exprime dans une des nombreuses lettres adressées à l'auteur. Face à la consolation superficielle du genre «Dans cinquante ans, on en aura fini avec tout cela», lui

écrit un autre: «Non, dans cinquante ans, nous n'en serons guère sortis. Dans cinquante ans, le présent sera tout aussi présent qu'aujourd'hui. Notre présent à nous n'est guère du genre de celui qu'il faut oublier au plus vite – oublier ce qui nous est arrivé est la pire des choses pour nous humains. Non, tout au contraire, notre présent nous oblige de le maîtriser». (Wolfgang Borchert, œuvres complètes, postface, p. 342.)

L'ancien sous-officier Beckmann se trouve au centre de l'action de *Draussen vor der Tür*. Il ne se remet pas d'avoir perdu onze de ses hommes sous le feu de l'ennemi lors d'un soignant «Himmelfahrtskommando» (mission à hauts risques). Il ne veut et ne peut pas en assumer la responsabilité. Une des scènes les plus impressionnantes est la visite du rescapé sans-abri dans la villa intacte de son colonel qui lui avait donné l'ordre d'effectuer une mission de reconnaissance d'emblée «impossible». Le commandant doit reprendre sa responsabilité et l'assumer puisqu'il ne supporte plus d'être chargé seul. Il veut se réadapter à dormir toute une nuit, sans cauchemars. Le colonel, entièrement tourné vers la reconstruction et l'action, a réussi à refouler ses propres expériences de guerre. La guerre est finie, un peu d'optimisme et on s'en sortira. C'est sa ligne de conduite avec laquelle il lutte, sans succès, contre l'obstination de Beckmann. Que Beckmann se rende au garage pour se laver et se raser un peu, se fasse remettre un vieux de ses costumes par le chauffeur, puis qu'il les laisse tranquilles: «Redevenez humain d'abord!», dit le colonel au soldat épuisé physiquement et moralement. Celui-ci a toutefois déjà quitté ce fief de la reconstruction allemande.

La pièce de Borchert montre l'ampleur de la destruction dans un symbolisme sobre mais pas moins oppressant. Cette œuvre nous rentre sous la peau, car cette destruction n'est pas seulement extérieure, elle est aussi intérieure. Toutes les étapes de retour à la normalité de Beckmann échouent parce que les soldats, mais aussi les habitants éloignés des fronts (au «front de la patrie», selon le vocabulaire habituel à l'époque) ont souffert de la guerre, y compris moralement.

Humanité indestructible

L'exploration sismographique de Borchert de ce qui a malgré tout survécu en termes d'humanité est aussi peu pathétique que son inventaire des souffrances de l'époque. Cela se retrouve sous une forme particulièrement percutante dans sa courte esquisse en prose (son style influencera fort ce que l'on appelle dorénavant «court récit allemand») intitulée «Nachts schlafen die Ratten doch» (La nuit les rats dorment quand même). L'événement se déroule dans une des rues de Hambourg, de Berlin ou de Dresde totalement détruites, où des tas de décombres indiquent que là il y avait autrefois des mai-

sons. Des chemins tracés par les survivants sillonnent le paysage de décombres. Le visage défiant et une grande matraque à la main, Jürgen, neuf ans, est assis sur un tas de décombres. Un panier avec un couvercle au bras, un vieillard se fraie péniblement un chemin à travers les décombres, voit le garçon, hésite pour finalement l'aborder prudemment. Le dialogue est aussi fragmenté que l'environnement et l'âme du garçon, ce que le vieil homme remarque immédiatement. Peu à peu, des bribes de contenu se transforment en dialogue fragile. Le garçon est assis là parce qu'il le doit. Pourquoi? Pas de réponse. Mais il doit rester assis là, précisément là, oui. Par nécessité. Oui, la nuit aussi, particulièrement la nuit. Le vieux essaie d'éveiller la curiosité du garçon. Deviendra-t-il ce qu'il porte là, dans son panier? Aucun problème pour le jeune qui connaît déjà la vie: de l'herbe, pour les lapins. C'est précisément cela, il a raison. Si le garçon veut l'accompagner voir ses lapins, le clapier n'est pas loin. Et puis, il y a des petits. Non, pas possible. – Eh bien... En voyant le vieux se détourner, le garçon lance rapidement: «C'est à cause des rats.» Des rats? Oui, les rats. Ça mange les morts. – Comment ça? Les rats? Manger des humains? Qui dit cela? – Son maître. Ici, en bas quelque part, il y a son frère. Une bombe a frappé la maison. Tout à coup, il n'y avait plus rien, son frère aussi avait disparu. Il était plus petit que lui, avec ses quatre ans. Il doit bien être là quelque part, en bas. C'est pourquoi Jürgen doit rester là, assis avec sa matraque pour chasser les rats. Le vieux a un petit sourire d'étonnement et secoue la tête pour ajouter que c'est incroyable, ces maîtres qui racontent des bêtises aux élèves, alors que tout le monde sait que les rats dorment la nuit. Quand le vieux part, la possibilité de rester en contact se dessine. On peut toujours vite aller voir les lapins plus tard, Jürgen aura un des petits. Et cette fois-ci, Jürgen pourra rejoindre ses parents car, comme chacun sait, les rats dorment la nuit. «Je voudrais un blanc!», lui crie le garçon comme le vieux s'en va.

L'héritage de Borchert, sa pièce «Draussen vor der Tür», a tout de même été jouée. La première a eu lieu le 16 février 1948 au Kammerspiele de Hambourg. Elle est bientôt inscrite au programme de trente théâtres germanophones. Avant la première représentation à Hambourg, la directrice, qui avait personnellement connu Borchert, s'est présentée devant le public. Elle venait d'apprendre que Wolfgang Borchert, hospitalisé dans une clinique de Bâle où il avait été soigné par l'intermédiaire de ses amis, avait succombé à sa grave maladie la veille, victime tardive de cette guerre comme des millions d'autres. •

¹ Wolfgang Borchert. *Dehors devant la porte*, théâtre, traduction de Pierre Deshusses. Jacqueline Chambon 1997.

«En avant, bâtisseurs de la paix!»



Les manifestants en Italie proclament: «Les bombes nucléaires hors d'Italie!» (photos Marco Inglessis)

Le 30 avril, 20 000 participants issus de municipalités, provinces et régions, 53 écoles, 88 associations nationales, 359 associations locales ont participé à une marche de Pérouse à Assise. Des recteurs de dizaines d'universités, des maires, des étudiants, des militants et des noms connus comme Alex Zanotelli, Gherardo Colombo, Flavio Lotti et Beppe Grillo ont pris la parole sur la scène.

Au-delà des chiffres, les images et les témoignages des participants parlent d'une ambiance joyeuse et détendue, d'une belle atmosphère, de chansons populaires et actuelles, de banderoles avec des slogans de bricolage, d'une grande présence catholique et de nombreux jeunes. Tous réunis pour dire Non à l'envoi d'armes à l'Ukraine, à l'augmentation des dépenses militaires et à toutes

les guerres, même celles oubliées qui mortifient la race humaine et détruisent la planète, pour remettre la politique et la diplomatie au centre, seul moyen de parvenir à une paix juste et durable. «En avant, bâtisseurs de la paix!» a été le salut et le souhait final de cette marche extraordinaire. •

Source: *Pressenza Redazione Italia* du 30 avril 2022 (Traduction *Horizons et débats*)